

# le prolétaire

organe du parti communiste international

M 2414 - 412 - 5F

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -  
Journal bimestriel - Un exemplaire:  
5FF, 30FB, 3FS, 3000Li  
- programme communiste -  
Revue théorique - Un exemplaire:  
25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

- il comunista -  
Journal bimestriel en italien  
Un exempl.: 10FF, 40 FB, 5FS, 2000Li  
- el programa comunista -  
Revue théorique en espagnol  
Un exempl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -  
**No 412**  
Août - Sept. - Oct. 1991

## TROUPES FRANCAISES ET BELGES HORS DU ZAIRE !

Le 24 septembre des contingents de soldats français venus des bases du Tchad et de Centrafrique, bientôt rejoints par des parachutistes belges, ont commencé la énième intervention militaire impérialiste en Afrique depuis les dites "indépendances". A l'heure où nous écrivons, l'ampleur de cette intervention - engagée comme d'habitude sous le prétexte "humanitaire" de secourir les ressortissants occidentaux - apparaît avec netteté; la presse française chiffre à 1500 hommes le nombre de soldats français qui devraient gagner le Zaïre, tandis que de son côté la presse de Bruxelles révélait que 2500 parachutistes belges étaient "depuis plusieurs semaines" prêts à partir. Les américains ont prêté des avions gros-porteurs, et même le Portugal a décidé d'être de la partie, revenant ainsi pour la première fois militairement en Afrique depuis ses défaites du Mozambique et de l'Angola.

La protection des européens n'est bien évidemment qu'un prétexte choisi pour faire plus facilement admettre par "l'opinion publique" cette opération militaire: aucun mort ni blessé n'a été signalé parmi les blancs et les émeutes paraissent même terminées quand ont débarqué les premiers paras. D'ailleurs les récentes tueries de manifestants ou d'étudiants au Zaïre n'avaient pas provoqué une de ces interventions militaires "humanitaires" dont l'Occident a le secret.

En fait la mutinerie d'unités de l'armée - pilier fondamental de l'Etat dans tous les pays, et encore plus dans un pays où le régime est aux abois - était le signe que la crise économique et sociale dans laquelle s'enfonce le Zaïre devenait explosive. Or il n'est pas question pour les différents impérialismes de laisser se développer des "troubles" dans un pays qui non seulement par sa taille et sa position géographique a une importance stratégique majeure pour l'Afrique noire, mais qui est aussi une formidable réserve de matières premières.

Sans être dans le secret des états-majors nous pouvons prévoir que cette intervention militaire n'est pas destinée à se terminer rapidement. Il suffit d'abord de se rappeler qu'un an après l'intervention franco-belge (avec des supplétifs Zaïrois) au Rwanda, la France maintient toujours là-bas un contingent évalué à 150 hommes; ou que les troupes prélevées sur les contingents stationnés au Tchad et en Centrafrique pour constituer la force d'intervention, ont été rapidement remplacées afin de ne pas "dégarnir le dispositif militaire français": c'est que des militaires mutinés se sont révoltés dans le Nord du Tchad et que le gouvernement centrafricain, qui vient d'interdire la grève générale illimitée des fonctionnaires en lutte pour le paiement de leurs arriérés de salaire, a à faire face à une situation sociale tendue. Contrairement à ce que prétendent les journalistes stipendiés de la presse bourgeoise, l'impérialisme français n'a pas renoncé le moins du monde à son rôle de gendarme de l'Afrique et de maintien de l'ordre dans ses chasses gardées.

Mais le Zaïre représente un enjeu bien plus grand et les vautours du capitalisme international

(Suite en page 9)

## A Moscou, la crise économique attise les affrontements entre fractions bourgeoises

Sur la scène du théâtre soviétique

L'Etat est celui de l'Union Soviétique, la ville est Moscou. La date fatidique: la nuit du 18 au 19 août 1991. Les acteurs: Un "Comité d'Etat pour l'état d'urgence", dit "Comité des 8" (Yanaev, ex-vice Président de l'URSS qui se nomme Président; Pavlov, Premier Ministre; Yazov, ministre de la Défense; Krioutchkov, président du KGB; Pougo, ministre de l'Intérieur; Baklanov, premier vice-président du Conseil de Défense; Starodoubtsev, président de l'Union des paysans; Tiziakov, président de l'Association des Entreprises d'Etat, d'ouvrages industriels, d'entreprises du bâtiment, des transports et des télécommunications de l'URSS); un Président de l'URSS destitué et aux arrêts de rigueur en Crimée; un Président de Russie, Eltsine, non destitué et libre de trouver un refuge à la "Maison Blanche" sur la Moscova; un ex-ministre des Affaires Etrangères, Shévarnadzé, et un ex-bras droit de Gorbatchev, Yakovlev, libres de rejoindre Eltsine; une série interminables de généraux, de tanks, de soldats de l'armée et du KGB prêts à se mouvoir; un PCUS éclipsé et silencieux; un Soviet suprême éclipsé et son président dans un rôle trouble; des milliers de partisans de Eltsine prêts à descendre dans les rues.

Dans le lointain: Les Bourses des plus grandes places financières du monde qui enregistrent comme des sismographes les secousses de Moscou; les services secrets les mieux informés pris par surprise et incapables d'alerter et de prévenir à temps leurs gouvernements respectifs; les capitales des ex-satellites, à commencer par Varsovie, qui retiennent leur souffle; les capitales des plus grands pays capitalistes, généreuses en conseils et avaries en investissements, qui, à commencer par Washington, attendent prudemment que "la situation se clarifie"; les moyens de communication, des journaux aux radios et télévisions, fermés

ou soumis à la censure à Moscou; les moyens de communication du reste du monde, des journaux aux radios et télévisions, libres de commenter en direct de Moscou les événements sensationnels et d'assombrir leurs audiences sous un déluge d'explications, d'interviews et de reportages, d'experts ou d'hommes de la rue, au nom du droit sacré au bourrage de crâne, pardon! à l'information, et à la concurrence pour les parts de marché et les indices d'écoute.

Trois jours de suspense et le coup d'Etat échoue miraculeusement. Trois malheureuses victimes tombent, dont deux écrasées par un char, alors qu'une colonne de chars regagnait ses casernes. Le bain de sang redouté - mais peut-être secrètement espéré par les médias - n'a pas eu lieu. Dès les premières heures de sa "prise de pouvoir" le comité des 8 a commencé à vaciller; Pavlov tombe malade, Yanaev tremble, les autres hésitent. Pour que le coup réussisse il faudrait donner l'ordre de tirer mais personne n'ose prendre cette responsabilité.

Le tremblement de terre politique

Si les forces qui ont tenté le coup d'Etat ont si vite échoué, c'est qu'elles se sont trouvées devant une situation tout à fait différente de celle qu'elles croyaient. Ces forces, liées aux cercles économiques et politiques de l'industrie militaire et aux appareils dirigeants du parti et de l'Etat, n'étaient soudées ni par une identité d'intérêts ni même par une même perspective politique. Depuis longtemps, mais surtout dans les dix dernières années, le capitalisme soviétique souffre des pesanteurs et des rigidités de ses structures economico-politiques, alors qu'il traverse une crise économique aggravée par son isolement relatif du marché mondial. Handicapé par une structure industrielle et financière en retard de peut-être une vingtaine d'années sur ses

concurrents les plus avancés, il lui faut cependant s'adapter au marché international pour avoir une chance de défendre ses intérêts de grande puissance.

Dans les études faites dans les années passées et que nous avons reprises récemment(1) le parti a toujours souligné que le capitalisme soviétique devait inévitablement subir le contrecoup de son intégration croissante au marché mondial; et qu'il aurait un prix élevé à payer (et donc qu'il ferait payer aux prolétaires et aux paysans pauvres en termes de conditions de vie et de travail et d'insécurité croissante de la vie) pour pouvoir tenir son rang parmi les plus grands pays et pour pouvoir continuer à jouer son rôle, même si c'est à une échelle plus modeste, de gendarme impérialiste et de défenseur de l'ordre économique et social capitaliste.

Les forces qui ont tenté le coup d'Etat représentaient des fractions de la classe bourgeoise soviétique qui n'ont pas disparu avec l'échec de la "Junte". Il s'agit de fractions les plus liées à un système politico-économique de type fasciste, c'est-à-dire à un système pour qui le centre de la vie économique, politique et sociale ne peut être que l'Etat. Toute société bourgeoise dispose sans doute de cette force de coercition centralisée qu'est l'Etat; mais dans un tel système l'Etat n'est pas seulement l'organisateur de la "défense de l'ordre constitué" à l'intérieur du pays et de la "défense de la patrie" à l'extérieur, pas seulement le "comité d'affaires de la classe dominante", mais aussi le plus grand entrepreneur et le premier agent économique, dans une situation de quasi-monopole. Un tel Etat s'enfle à l'extrême dans sa recherche du plus grand contrôle économique et social. C'est un fait qu'au cours du développement du capitalisme national il y a des périodes où la bourgeoisie a besoin d'un Etat de ce

( Suite en page 2 )

## Yougoslavie Solidarité et unité de tous les prolétaires contre toutes les forces bourgeoises démocratiques et nationalistes!

La guerre civile qui s'est déclenchée en Yougoslavie, sous la poussée des contradictions internes historiques, économiques, politiques et militaires, met face à face des prolétaires de différentes appartenances nationales ou ethniques, les jettent les uns contre les autres pour une cause qui n'est pas la leur, pour une cause purement bourgeoise de lutte d'influence et de défense d'intérêts capitalistes locaux. Ce conflit entre nationalités yougoslaves éclate à la suite d'une longue agonie de l'économie nationale en liaison avec la crise capitaliste mondiale, de l'accroissement des disparités entre les diffé-

rentes régions du pays qui en est résulté. Il s'inscrit ensuite dans ce contexte bouleversé de remise en question de tous les anciens équilibres entre l'Est et l'Ouest, de la chute les uns après les autres des pays usurpant le titre de "communiste" ou de "socialiste", pour masquer leur véritable nature bourgeoise, et il participe, avec un premier rôle, à la montée des nationalismes de toute la zone de l'ancien glaci russe et de toute l'ex-URSS. Mais mieux que partout ailleurs encore il démontre l'utilisation actuelle du nationalisme comme puissant dérivatif à la lutte de classe.

LA CRISE YUGOSLAVE EST CELLE D'UNE  
ECONOMIE CAPITALISTE A 100 %

N'ayant jamais eut de réserve ni de potentiel économique et financier suffisants pour amortir le moindre choc d'une crise capitaliste de l'envergure et de la durée que celle que connaît le capitalisme aujourd'hui, la Yougoslavie a été prise dans sa tourmente avec une grande violence. Pour faire face à cette crise, traduite dans les faits par une inflation de 2000 % en 1989, le FMI - toujours présent pour faire régner l'ordre de l'impérialisme - avait imposé à Belgrade un plan de rigueur drastique ayant pour effet de plonger encore plus les prolétaires dans la nécessité, la misère et l'insécurité matérielles et sociales. Le plan de rigueur a eu pour effet de limiter l'inflation à 120 % pour les onze premiers mois de l'année 1990, mais au prix d'une reprise en main de l'ordre par l'Etat et d'une augmentation vertigineuse du

chômage, officiellement "limité" à 14 %, mais pratiquement reconnu à près de 30 %. Politiquement et socialement l'effet a été une exacerbation portée au paroxysme des antagonismes entre les républiques riches (Slovénie et Croatie) et les républiques plus pauvres et moins liées géographiquement et économiquement à l'Ouest opulent.

Dans cette Yougoslavie au développement tellement inégal d'une région à l'autre et aux multiples différences ethniques, religieuses, linguistiques, et où la classe ouvrière a fait preuve ces dernières années d'une remarquable combativité, la réaction de la bourgeoisie à la crise économique et sociale ne pouvait qu'exploiter toutes les possibilités que lui offraient cette situation de morcellement des intérêts bourgeois, pour trouver les échappatoires face à la crise comme face aux luttes ouvrières. Ce sont les critères régionaux qui prévalent

dans une telle situation où l'Etat central ne représente pas une homogénéité parfaite des intérêts des différentes fédérations qui le composent.

Le bourgeois slovène fortement attaché aux pays de l'Ouest, et particulièrement à l'Autriche, n'a pas d'âme à se séparer de la fédération yougoslave et préfère le rêve d'une petite nation bénie par le capital, comme un Lichtenstein ou un Luxembourg, aux sacrifices que lui imposeraient les exigences de répartition de la richesse dans le cadre d'une Yougoslavie unie. Ce bourgeois-là préfère mille fois servir de paillasse à son ou ses proches voisins de l'Ouest, mais encaisser les bénéfices de sa servilité, plutôt que d'avoir à assurer la survie économique d'un Etat en déroute économique et politique.

( Suite en page 7 )

# A Moscou, la crise économique attise les affrontements entre fractions bourgeoises

(Suite de la page 1)

type, d'un régime fortement centralisé et concentré. Mais le développement du capitalisme national et sa liaison avec le marché mondial finissent pas demander des changements de régime, des modifications des méthodes de gouvernement et de gestion économique afin de faciliter les échanges et l'intégration économique internationale.

L'exigence de démocratisation qui s'est manifestée en URSS sous le nom de Péréstroïka correspond à une tendance de fond du capitalisme local, au point que le comité des 8 lui-même a invoqué la poursuite des réformes et de la démocratisation. La restructuration des structures économique-financières et de l'Etat s'était imposée comme une nécessité à tout l'éventail politique bourgeois en URSS, des "radicaux" aux "conservateurs". Mais les mutations en cours et à venir ne peuvent manquer d'avoir des conséquences différentes sur les différentes couches de la classe dirigeante: les oppositions et les affrontements entre secteurs bourgeois ne pouvaient donc manquer d'éclater, y compris de façon violente; c'est d'ailleurs ce à quoi on avait déjà assisté avec les poussées vers l'autonomie et l'indépendance dans plusieurs régions de "l'Union" où des couches bourgeoises avaient réussi à canaliser le mécontentement populaire dans des poussées séparatistes.

Aux causes internes de la crise du capitalisme soviétique, à sa crise agricole chronique, s'ajoutent les facteurs de crise internationale du capitalisme mondial en pleine récession et qui n'a pu intervenir à temps pour aider à la restructuration et pour soutenir l'économie soviétique. C'est d'ailleurs une nouvelle preuve qu'il est illusoire de croire possible de combler par des plans "d'aide" le fossé existant entre capitalismes avancés et arriérés; comme il est tout aussi illusoire de croire que les gouvernements impérialistes puissent avec ces "aides" contrôler les crises économiques, politiques et sociales de façon à ce qu'elles ne heurtent pas leurs intérêts.

Le "comité des 8" comptait sur le fait que les grandes masses en ont assez des promesses non tenues, d'une situation de misère, de pénuries et de faim qui s'aggrave sans cesse. Les mesures "exceptionnelles" prises par le comité devaient être: "D'ici une semaine, proposition de gel et de réduction des prix de certains biens de consommation et des produits alimentaires, surtout ceux destinés aux enfants, ainsi que l'augmentation des salaires et des retraites; D'ici deux semaines, élaborer des mesures pour réajuster les rétributions des dirigeants des structures étatiques et coopératives; D'ici une semaine élaborer une résolution pour distribuer en 1991 et 1992 des terres pour la culture des fruits et des légumes; D'ici deux semaines le Conseil des ministres doit achever les plans d'urgence pour l'énergie en vue de l'hiver; D'ici 6 mois formuler un programme pour le développement des entreprises d'Etat, coopératives et privées"(2).

Ces mesures significatives montrent que la Junte voulait s'appuyer sur les graves difficultés dont souffrent les masses; elle voulait s'appuyer aussi sur les aspirations paysannes à avoir un bout de terre. Malgré l'évocation de entreprises privées, elles montrent également que le comité se voulait le défenseur des entreprises d'Etat, le mot d'ordre des "radicaux" étant non le développement, mais la réduction drastique des entreprises d'Etat.

Comptant sur l'obéissance complice de l'appareil du parti et de l'Etat, sur la discipline de l'armée, le comité des 8 pensait pouvoir réaliser une "prise du pouvoir" par la seule menace de l'utilisation de la force militaire. D'autre part le comité pensait, avec raison, qu'il lui suffisait de tranquilliser les autres pays sur le respect des traités et des accords signés pour ne pas avoir de souci vis-à-vis de l'étranger: et en fait Mitterrand comme Bush et les autres ont montré qu'ils étaient prêts à faire leur deuil de leur "cher ami" Gorbatchev. Ce n'est qu'après avoir constaté que le putsch courrait à l'échec, qu'ils ont pesé de tout leur poids dans la balance.

Mais sa cécité politique était cependant immense. Convaincus de pouvoir effectivement commander la mobilisation politique et militaire, convaincus de pouvoir dominer la situation du seul fait des hautes charges qu'ils occupaient, les 8 n'ont apparemment pas envisagé que leur action pourrait dès le début rencontrer des obstacles insurmontables. Prisonniers et "complices" eux-mêmes de la

péréstroïka, ils ont tenté de s'imposer à travers de la légalité formelle qu'ils bafoyaient par l'arrestation de Gorbatchev. Ils ont tenté de s'imposer à travers les institutions étatiques auxquelles ils faisaient perdre toute crédibilité. Ils comptaient sur un parti déchiré de mille contradictions sans voir qu'ils lui donnaient le coup de grâce. Ils ne voyaient que des échéances formelles et négligeaient la réalité des choses: ainsi pour la date de la signature du "traité de l'Union" à l'occasion duquel plusieurs Républiques devaient déclarer leur indépendance et le gouvernement central renoncer à une partie de son pouvoir. En lui-même ce traité ne pouvait résoudre aucun des problèmes existant, ni sanctionner aucun changement irréversible.

Le coup d'Etat a eu au moins un résultat positif: accélérer la désintégration du parti de Staline, Kroutchev, Brejnev et Gorbatchev, que les rats démocratiques à la Eltsine, Shévartnadzé ou Yakovlev avaient déjà abandonné avant son naufrage. La pathétique tentative de Gorbatchev à son retour pour en appeler aux millions de "communistes" de la base, trahis par leurs chefs (combien de fois devons-nous encore entendre ce refrain usé jusqu'à la corde ?), sa profession de foi "socialiste" et son refus hautement déclaré de ne pas être "une girouette", n'a pu donner au PCUS que quelques jours de sursis.

Les bourgeois de tous les pays se réjouissent de la disparition d'un parti qui se disait encore "communiste", de la disparition des statues et des symboles que la propagande stalinienne avait érigés sur le cadavre de la révolution. Les bourgeois se réjouissent d'une prétendue "mort du communisme", comme si ces misérables statues et ces écoeurants symboles n'étaient pas la pire négation du communisme. Cette joie sera de courte durée.

Le véritable tremblement de terre a commencé après la fin du putsch.

Le sauvetage politique in extremis de Gorbatchev a servi surtout à ce que son président signe l'arrêt de mort du PCUS, et s'efforce de discréditer, pour le passé et pour l'avenir, tout ce qui réfère au communisme: "le modèle communiste a fait faillite et c'est une leçon valable pour le monde entier" a-t-il déclaré dans une interview commune avec Eltsine à une télévision américaine.

On ne peut surestimer l'importance positive de ces événements: il s'agit de la fin ignominieuse d'un parti bourgeois et la confession finale, que nous avions annoncée depuis longtemps, par les falsificateurs de la nature bourgeoise de leurs objectifs: le marché, le profit, l'extorsion de plus-value au travail salarié. Ils étaient hier les ennemis implacables de la classe ouvrière et de la révolution alors qu'ils s'étaient emparés du drapeau rouge et de la faucille et du marteau. Ils le sont aujourd'hui quand ils se débarrassent avec dégoût des symboles de la lutte prolétarienne et qu'ils se drapent dans les plis immaculés de la démocratie et de la liberté pour donner vie à une nouvelle mystification.

Le prolétariat, et surtout le prolétariat des Républiques ex-soviétiques, mettra du temps pour comprendre ce qui se passe, pour reconnaître derrière tous ces travestissements la continuité de la domination bourgeoise. Aujourd'hui affamé de démocratie dans les pays de l'ancien "camp socialiste", et encore intoxiqué par le poison démocratique dans les pays occidentaux, le prolétariat assiste, incrédule et désorienté, à l'écroulement des mythes auxquels on lui a fait croire et pour lesquels il est tombé dans les tranchées du travail salarié et des guerres bourgeoises.

Il y faudra du temps, mais le communisme, libéré des falsifications bourgeoises, réapparaîtra pour représenter physiquement les masses prolétariennes en lutte contre les classes dominantes dans le monde entier.

## La crise capitaliste mondiale a mordu au coeur l'industrie soviétique

Le tremblement de terre politique concerne la liquidation du PCUS en tant que parti-Etat ainsi que la remise en cause des rapports entre Républiques de l'ex-Union Soviétique. Ces faits ne sont pas la conséquence d'une guerre mondiale; ils se déroulent alors que la politique étrangère des grands pays converge vers la "pacification" des "zones de tempête", vers le dépassement de la "guerre froide" et la fin des oppositions entre "blocs militaires", vers la constitution d'un prétendu "nouvel ordre mondial" annoncé par Gorbatchev lui-même lors d'une inter-

vention aux Nations Unies en décembre 1988.

Ces faits arrivent en réalité dans une période que nous avons définie d'avant-guerre; c'est-à-dire dans une période où les grandes puissances se préparent à un nouveau partage impérialiste du monde, où elles se préparent à défendre économiquement, politiquement et militairement leurs intérêts contre ceux des concurrents sur un marché toujours plus saturé de marchandises et de capitaux. Selon le marxisme le capitalisme est un mode de production social et universel dont les limites qui sont à la racine des crises et des guerres, résident dans son organisation en entreprises (et Etats) concurrents.

L'Union soviétique ne pouvait se préserver très longtemps des crises économiques internationales: c'est son développement même qui lui imposait de s'ouvrir au marché international pour assurer la poursuite de ce développement; mais l'économie soviétique s'est ouverte du même coup aux influences dévastatrices des crises cycliques du capitalisme international, ce qui, par exemple n'était pas encore le cas lors de la crise de 1929.

La chute du Mur de Berlin, c'est-à-dire la fin de la domination soviétique sur l'Europe de l'Est s'est imposée comme un fait nécessaire pour abattre le "mur" de liens politico-étatiques qui séparait l'économie soviétique du marché mondial et des capitalismes occidentaux. Cela ne veut pas dire que la Direction soviétique avait prévu et élaboré tout un plan prévoyant l'émancipation des pays satellites au nom des grands principes de l'autodétermination des peuples et de la souveraineté nationale. Cela veut dire que la pression économique - et politique en conséquence - des pays capitalistes les plus développés devenait de plus en plus forte (en particulier en Europe à l'Ouest et à l'Est), rendant de plus en plus difficile le maintien de la politique traditionnelle de Moscou, tant sur le plan du maintien de sa sujétion sur ses satellites que sur le plan du maintien du statu-quo économique-politique interne.

La faiblesse de ses structures économiques ne permettait plus au capitalisme soviétique d'affronter la concurrence politico-militaire internationale sans de fortes alliances économiques, alors que les difficultés économiques des pays de l'Est en faisaient de plus en plus une charge. Trouver à l'Ouest et notamment en Allemagne une aide économique impliquait de ne pas s'opposer à la réunification. Plus généralement il est apparu de plus en plus évident que pour s'ouvrir aux capitaux occidentaux, Moscou devait payer le prix politique élevé de la renonciation à sa zone d'influence européenne ainsi qu'à bien d'autres points d'appui.

C'est pourquoi la péréstroïka initiée par Gorbatchev a été rapidement soutenue par les cercles politiques et intellectuels occidentaux.

Mais la phase de restructuration économique et de changement politique dans un aussi grand pays ne peut pas être de courte durée, d'autant plus que les capitaux occidentaux ont de la peine à trouver des occasions d'investissement profitable. Un facteur d'inertie non négligeable, en plus des carences d'ordre techniques, est le caractère parasitaire d'une bureaucratie d'Etat et d'administrations locales qui, comme dans beaucoup de pays peu développés, prolifère car c'est un moyen facile de donner des emplois et de nourrir le clientélisme du parti dirigeant. Et cette bureaucratie mal payée ne peut vivre que de la corruption et de liens avec des réseaux criminels.

## La dislocation est due aux facteurs de la crise capitaliste

C'est donc la combinaison des facteurs de crise capitaliste qui a provoqué la débacle de l'ancien ordre politique d'abord dans les ex-pays satellites d'Europe de l'Est, puis en Yougoslavie et en Albanie et enfin au coeur de l'impérialisme soviétique. Ce sont des facteurs de crise interne, crise de croissance de forces productives souvent au premier rang mondial qui se heurtent aux arriérations et aux disproportions des structures économiques et financières du pays; ce sont des facteurs de crise du capitalisme mondial qui ont fini par toucher l'économie soviétique comme ils ont touché, avec des intensités diverses, toutes les régions du monde. Cette crise économique ne pouvait manquer d'ébranler les régimes politiques des pays dits "socialistes" qui, grâce à des méthodes directement héritées des régimes fascistes, ont réalisé un développement forcé de l'accumulation capitaliste, de la même façon que la crise écono-

mique a ébranlé les régimes des jeunes capitalismes en Amérique latine ou en Afrique.

Pendant quatre décennies environ le partage impérialiste du monde issu de la dernière guerre mondiale a pu subsister dans le cadre d'un condominium russo-américain de fait malgré les rivalités des deux super-puissances qui s'exprimaient périodiquement de façon violente. Mais l'épuisement progressif de l'expansion capitaliste, à l'Est comme à l'Ouest, après le bain de jouvence constitué par les destructions massives de la guerre, ne pouvait manquer de remettre en cause et ce partage et les structures politiques du pays devenu trop faible pour maintenir sa domination sur son bloc.

Les Etats-Unis sont encore aujourd'hui la plus grande puissance économique et impérialiste du monde. Mais la distance qui la séparait autrefois des économies du Japon, de l'Allemagne et même de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie, s'est réduite au point qu'à partir des années 80 les impérialismes japonais et européens ont commencé à contester de façon de plus en plus pressante la prédominance américaine sur les marchés mondiaux de marchandises et des capitaux et à affirmer leurs intérêts distincts des autres. La crise économique internationale, en ayant l'effet de "restreindre" les marchés a accru les poussées pour "ouvrir" les marchés de l'Est européen (et de la Chine), même si en fait, ces marchés ne peuvent représenter un débouché immédiat très important. Les nations d'Europe de l'Ouest sont les premières intéressées par ces marchés: c'est la raison pour laquelle au début des années 80 les Etats-Unis, pour contrer leurs concurrents européens ont essayé de bloquer totalement les échanges commerciaux avec l'URSS (embargo, aggravation des règles du COCOM, l'organisme contrôlant l'exportation de produits de haute technologie); en même temps les Etats-Unis, là aussi à la grande colère de leurs alliés, relançaient la course aux armements, notamment avec la "guerre des étoiles", ce qui obligeait l'URSS à infliger à son économie un fardeau supplémentaire pour maintenir la parité militaire.

En fin de compte les dirigeants soviétiques se rendirent compte que l'URSS n'avait pas d'autre alternative que de se plier aux pressions des capitalismes les plus puissants et les plus dynamiques si elle voulait avoir une chance de rénover ses structures économiques.

Les "indications" de l'impérialisme et de ses institutions telles que le FMI ou la Banque Mondiale intéressent jusqu'aux pays les plus modestes d'Afrique ou d'Asie; ce sont des indications de gestion des économies nationales qui tendent à des résultats bien précis: redressement économique du pays, rentabilisation des investissements, productivité du travail salarié, etc., et un régime politique qui assure la stabilité interne nécessaire au bon fonctionnement du capitalisme. Lorsque les tensions internes s'accumulent de façon menaçante, les conseillers impérialistes préconisent un tournant démocratique; et alors toutes les forces qui prennent en charge la réalisation de ce "processus démocratique" sont financées et soutenues contre les forces qui se refusent à comprendre la nécessité du tournant.

Pour que puisse solidement s'établir le flux de capitaux indispensables à leurs économies en plein marasme, les trop rigides régimes de l'Est devaient céder la place à de nouveaux régimes, plus souples, plus ouverts aux impératifs des marchés et des capitaux internationaux; mais ils devaient aussi céder la place à des régimes capables de relever la productivité du travail tout en maintenant ou en rétablissant le consensus social: chose qu'un Walesa peut faire bien mieux qu'un Jaruzelski, un Vaclav Havel bien mieux qu'un Husak, un Gorbatchev mieux qu'un Brejnev, et un Yeltsin bien mieux qu'un Gorbatchev. Le problème du personnel politique, en dépit de la vision bourgeoise qui fait toujours de l'individu la cause des événements, est un problème en définitive secondaire: le problème est de faire en sorte que les conditions économiques, sociales et politiques soient les mieux adaptées à la poursuite de l'accumulation capitaliste, donc à l'exploitation la plus efficace de la force de travail salariée dont le capital tire sa vitale plus-value.

La chute des régimes faussement appelés communistes, et en réalité intégralement bourgeois, ne signifie pas un changement de mode de production, des lois économiques et des buts de la production: nous sommes toujours en plein capitalisme.

La chute de régimes politiques qui ont duré des décennies n'arrive pas seulement à la suite de défaites militaires ou de révolutions. Les régimes fascistes portugais

# A Moscou

et espagnols sont tombés trente ans après la seconde guerre mondiale qui avait vu la disparition des régimes fascistes italiens et allemands, alors qu'une force d'inertie historique les avait fait durer bien au delà des conditions économico-sociales qui les avaient fait naître. La IVe République en France est morte de son incapacité à résoudre le problème colonial mais aussi de son inadéquation aux exigences du développement et de la concentration du capital.

Ce sont des situations nationales et internationales de crise - même si la crise n'a pas encore atteint le degré de gravité qui la fait déboucher sur la guerre ou la révolution qui provoquent la chute de régimes devenus incapables d'assurer stabilité politique et bonne marche de l'économie.

Ce n'était pas par hasard que les régimes de Franco, de Salazar, des colonels grecs - ou aux autres bouts du monde, d'Alende ou du Négus éthiopien - sont tombés au moment où éclatait la crise économique mondiale de 1974-75. De même les mutations politiques actuelles à l'Est sont la conséquence des graves difficultés économiques qui touchent avec virulence les zones "périphériques" du capitalisme mondial: les pays capitalistes les plus puissants, en véritables "despotes du marché mondial", arrivent à faire retomber tout le poids de la crise sur les pays les plus faibles tout en faisant voler en éclats les "barrières" et les "protections" avec lesquelles ceux-ci essayent de favoriser un développement capitaliste autonome: le petit Cuba et l'immense Chine ne tarderont pas à l'apprendre.

La chute de ces régimes, même si elle s'accompagne de mouvements de foules, n'est pas la conséquence de l'assaut révolutionnaire du prolétariat organisé en parti de classe; l'heure des révolutions prolétariennes n'a pas encore sonné: c'est pourquoi les médias bourgeois parlent de "mort du communisme", aidés en cela par les ex-faux communistes, champions toutes catégories de retournement de vestes, mais absolument constants dans leur servilité vis-à-vis du capitalisme.

La "démocratisation" de l'Etat soviétique et de ses structures économiques est une réponse au besoin d'en finir avec l'isolement encore grand de l'économie du pays par rapport au marché mondial, même si cela se fait au prix de la fragmentation de l'URSS. Elle représente aussi le mouvement objectif du développement de centres "nationaux" d'accumulation capitaliste existant depuis des décennies et camouflés aux yeux des prolétaires et des couches petites-bourgeoises par la propagande de l'impérialisme russe.

Comme toutes les catégories fondamentales du capitalisme (marchandises, argent, travail salarié, marché, diverses formes de propriété) étaient présentes en URSS, bien que sous des formes et à des degrés différents des grands pays occidentaux, la question de la nature de ce pays n'admettait qu'une seule réponse: **construction du capitalisme** dans une vaste aire continentale où devaient encore être éliminés des rapports de production de type féodal, "asiatique" et "naturel" et où il n'était possible que de jeter les bases d'un futur passage au socialisme. Cette tâche historique, présente en Russie et en Asie, pouvait en théorie être accomplie de trois façons:

1) **d'une façon prolétarienne**, par la révolution socialiste en Russie et dans le monde. La victoire prolétarienne en Occident aurait permis en fournissant en suffisance des forces productives d'accélérer au maximum le dépassement des formes pré-capitalistes et l'intégration des formes économiques modernes dans l'économie socialiste internationale, donc d'éviter ou d'alléger au maximum les souffrances de l'accumulation capitaliste, tandis que la dictature prolétarienne aurait permis de se passer de tout compromis avec les classes réactionnaires et d'aider à la victoire révolutionnaire internationale.

2) **d'une façon bourgeoise**, par la révolution bourgeoise en Russie et dans les pays pré-capitalistes. La révolution bourgeoise aurait débarrassé les obstacles au développement capitaliste constitués par le tsarisme et les formes pré-capitalistes et développé l'ouverture du marché russe naissant au marché mondial; mais une révolution purement bourgeoise n'aurait jamais pu aller aussi loin dans la liquidation des vieilles structures tsaristes et féodales que ne pouvait le faire une révolution prolétarienne, justement par peur du prolétariat. Le développement économique n'aurait jamais pu atteindre la force qu'il a connu sous Staline. Les horreurs de l'accumulation primitive se seraient étendues sur une période bien plus longue et le niveau de développement économique et de maturité sociale serait bien inférieur à ce qu'il est aujourd'hui.

3) **d'une façon réactionnaire**, par la victoire des forces contre-révolutionnaires aristocratiques à la Koltchak ou Denikine. Même une victoire de la réaction (grâce au soutien des impérialismes anglais

et français) n'aurait pu empêcher le développement capitaliste. Cependant il aurait eu lieu de façon beaucoup plus faible et la Russie serait devenue une quasi-colonie des impérialismes occidentaux. A l'échéance d'un petit nombre d'années, le problème de la révolution "double" - socialiste et anti-féodale - se serait reposé, 1917 n'ayant été qu'un autre 1905.

La révolution prolétarienne a finalement vaincu en Russie et elle a été battue dans le reste du monde. En Russie elle n'a pu aller plus loin, au point de vue économique, que de faire la révolution bourgeoise, anti-féodale, "à la prolétarienne", c'est-à-dire jusqu'au bout, en anéantissant définitivement les vestiges du passé. Elle créait ainsi les conditions du développement capitaliste impétueux qui allait faire du pays la deuxième puissance mondiale, une fois écrasés les révolutionnaires. La révolution prolétarienne en Russie donnait même le coup d'envoi à l'ébranlement révolutionnaire de l'Orient, accélérant ainsi fortement l'évolution historique du continent le plus peuplé de la planète et rapprochant donc du même coup l'humanité de la victoire finale du communisme.

De ce point de vue, en dépit de sa terrible défaite lors de sa première grande bataille mondiale, la **révolution communiste** n'a pas combattu en vain; elle a fait en sorte que les conditions dans lesquelles se livrera la deuxième (et, nous l'espérons, dernière) bataille mondiale seront objectivement bien meilleures.

Le capitalisme, sous forme du capitalisme d'Etat, avait donc économiquement vaincu en Russie le féodalisme; la défaite prolétarienne dans le monde et la dégénérescence consécutive du pouvoir bolchévique lui permit de vaincre politiquement le socialisme, c'est-à-dire de s'emparer du parti et de toutes les structures révolutionnaires, dont il ne resta plus que **l'apparence extérieure, les symboles, le langage**, réduits à des rites et à un jargon dépourvus de sens.

## Tombent les idoles, pourvu que reste le capitalisme !

Si, en 1956 Kroutchev lors du XXe Congrès du PCUS jetait à bas l'idole Staline, il le faisait pour satisfaire les exigences du comité d'affaires du Capitalisme mondial, comme nous l'avions écrit dans notre "Dialogue avec les morts". Les marchandises réclament des marchandises, l'argent réclame l'argent, le capital réclame du capital: le capitalisme russe, quoiqu'encore dans sa phase initiale de développement ne pouvait rester insensible aux exigences du capitalisme mondial. Il devait se débarrasser du puissant césarisme qui avait été nécessaire dans les décennies précédentes pour se débarrasser du mouvement communiste international, pour écraser sous un talon de fer le prolétariat russe et pour enchaîner le prolétariat de tous les pays au capital, quel que soit la forme nationale sous laquelle il se présentait. Une fois disparue la menace d'un retour du prolétariat à la lutte de classe, le formidable appareil de guerre contre-révolutionnaire (le "hachoir" dont parlait avec frayeur Kroutchev, qui en avait été pourtant un exécutant et un bénéficiaire) devenait non seulement sans objet, mais constituait même une entrave à la stabilisation des rapports capitalistes. Il fallait étrangler Béria et liquider le système stalinien qui n'avaient pas plus de justification que n'en aurait eu la persistance du régime Hitlérien ou Mussolinien: **les idoles devaient tomber pour que ne tombe pas, mais se renforce le système capitaliste.**

Trente ans après, Gorbatchev s'attaque à d'autres idoles, pour liquider les structures rigides, devenues d'insupportables fardeaux, constituées par des administrations éléphantinesques ou par le complexe militaro-industriel. Péréstroika, glasnost, signifient qu'on ne peut plus reculer devant les exigences du Comité d'affaires du capitalisme mondial qui pèse de toutes ses forces pour faire voler en éclats les barrières gênant l'intégration de l'économie soviétique au marché mondial, pour lever définitivement tous les rideaux de fer empêchant que la moindre potentialité d'exploitation de ses ressources naturelles ou de son prolétariat soit mise à profit par n'importe quel groupe capitaliste international ou n'importe quel impérialisme.

Et de ce point de vue peu importe pour le capital que ce soit X ou Y qui pousse à son terme le processus de "démocratisation". Le comité des 8 avait voulu résister à l'accélération du processus, mais il n'a pu résister que 70 heures. La bourgeoisie a des idoles qu'elle n'hésite pas à remplacer sans remords par d'autres dès lors qu'elles ont fait leur temps. Il s'agit certes toujours de la même farce: elle invente toujours des Grandes personnalités, des Grands Hommes, des Héros, pour les besoins du moment; après la saga Gorbatchev, voici créé le mythe Eltsine, debout sur un char pour défendre la "démocratie" de sa large poitrine, alors que, selon toute probabilité, de fiévreuses négociations avaient probablement lieu dans la coulisse...

la tant vantée "démocratie" ne pourrait pas être aussi efficace pour l'ordre bour-

geois sans cette mythologie qui permet également de passer facilement aux formes les plus dictatoriales lorsque la situation l'exige.

"Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé. La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants. Et même quand ils semblent occupés à se transformer, eux et les choses, à créer quelque chose de tout à fait nouveau, c'est précisément à ces époques de crise révolutionnaire qu'ils évoquent craintivement les esprits du passé, qu'ils leur empruntent leurs noms, leurs mots d'ordre, leurs costumes, pour apparaître sur la nouvelle scène de l'histoire sous ce déguisement respectable et avec ce langage emprunté" écrivait Marx en 1852 dans **Le dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte**.

A Moscou le mécontentement des masses prolétariennes est canalisé vers l'illusion d'une pseudo-révolution bénie par les fantômes de l'Eglise orthodoxe et des uniformes tsaristes. Cette réapparition des reliques d'un passé révolu est apparemment indispensable pour conforter la naissance d'une démocratie qui ne peut promettre pour les plus larges masses que misère et souffrance accrues, même si elle s'accompagnera sans doute d'une plus grande différenciation au sein de la classe, et la possibilité pour certaines couches

privilegiées d'une amélioration sensible de leur sort. Tôt ou tard l'aggravation de la crise économique, l'insécurité croissante de toutes les conditions de vie et de travail, dissiperont les rideaux de fumée démocratiques et pousseront les prolétaires à la lutte. Et alors la reprise de la lutte de classe fera s'effondrer pour de bon les idoles de la bourgeoisie et les fantômes du passé qui camouflent la dictature du capital.

(1) voir notre brochure "Bilan d'une révolution", ainsi que l'étude à paraître sur notre revue "Programme Communiste": "le capitalisme soviétique en crise".  
(2) cf "Avvenimenti", 28/8/91.

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ  
LA PRESSE INTERNATIONALE DU  
PARTI !

"LE PROLETAIRE"  
"PROGRAMME COMMUNISTE"  
"IL COMUNISTA"  
"EL PROGRAMA COMUNISTA"

# Aperçu de la situation économique de l'URSS

Les quelques indications que nous donnons ci-dessous sont suffisantes pour donner un aperçu rapide de l'état de l'économie soviétique; nous y reviendrons de façon plus détaillée dans les colonnes de notre revue "Programme Communiste".

Selon une étude du FMI, la croissance du PNB soviétique aurait été en 1986 de 3,4%; en 1987: 1,7%; en 1988: 1,8%; 1989: 1,8%; 1990: - 8,4%. Lors de sa rencontre à Londres avec les représentants des 7 pays les plus industrialisés, Gorbatchev avait indiqué que pour les 6 premiers mois de cette année le recul du PNB atteignait 11%. Les "Izvestia" du 20 août, donc pendant le putsch, donnaient pour la même période un recul de 10% du PNB. Pour l'ensemble de 1991 les prévisions varient selon les estimations d'une baisse de - 17% à - 20%.

Le même numéro des "Izvestia" donnait d'autres chiffres confirmant l'ampleur de la récession en cours : exportations: -23,4%; importations: -47,7%; hausse des prix: 100%; production de pétrole (l'URSS est le premier producteur mondial de pétrole et c'est sa principale source de devises): -28%; production de charbon: - 41%.

La récolte des céréales a été mauvaise: le chiffre théorique est de 195 millions de tonnes, alors qu'elle était de 218 millions en 90 et en général supérieure à 200 millions au cours des dernières années. Mais, pire, seule une centaine de millions de tonnes avait été effectivement livrée au réseau de distribution: les entreprises agricoles, sovkhoses ou kolkhoses, renâclent à livrer leurs céréales, dans l'attente d'une hausse des cours. Le même phénomène se constate pour la plupart des produits agricoles: délices de l'économie de marché! Les demandes soviétiques d'une aide massive en produits alimentaires vise essentiellement à briser cette spéculation engendrée par la dévalorisation continue de la monnaie.

L'endettement extérieur du pays s'est fortement accru au cours de la dernière période. Il était estimé à 22 milliards de dollars en 1984; à 36,6 milliards fin 87; 48 milliards fin 89; à près de 60 milliards fin 90 et il serait supérieur à 62 milliards à la mi-91. De plus les échéances sont de plus en plus pesantes: l'URSS devrait rembourser 12,6 milliards de dollars cette année. Etant donné l'état désastreux des finances soviétiques, on parle de plus en plus de "ré-échelonnement" de la dette, comme pour un vulgaire pays "sous-développé"...

Quels sont les créanciers de l'URSS?

| <i>Pays</i>  | <i>Milliards de dollars</i> |
|--------------|-----------------------------|
| Allemagne:   | 21,4                        |
| France:      | 5,6                         |
| Japon:       | 4,5                         |
| Italie:      | 4,4                         |
| Australie:   | 3,5                         |
| Royaume-Uni: | 3,4                         |
| Suisse:      | 2,9                         |
| Pays-Bas:    | 2,1                         |
| Finlande:    | 1,0                         |
| Belgique:    | 0,6                         |
| Suède:       | 0,5                         |
| Etats-Unis:  | 0,5                         |

(source: "The European", 23/8/91)

Ces prêts ne comprennent pas ceux des organisations internationales, qui doivent être très faibles. On voit tout de suite que l'Allemagne est le plus gros créancier (il faudrait lui ajouter une créance de 10 milliards de dollars de l'ex-RDA), alors que les Etats-Unis sont presque absents. En 1988, la France était le plus gros prêteur: 7,5 milliards de dollars, devant la RFA: 5,7 milliards de dollars, le Japon: 5,8; l'Italie: 3,8; le Royaume Uni: 3,6, etc. 3 ans plus tard, après la réunification, les crédits allemands se sont fortement accrus, alors que la France et d'autres se sont prudemment désengagés: cela n'est pas de bon augure pour la perspective d'un "plan Marshall" en direction de l'Union Soviétique. Quant aux engagements allemands, qui ont atteint un volume très élevé, peu susceptible d'être fortement augmenté, ils témoignent en tout cas de la tendance du capital germanique à se reconstituer un espace économique à l'Est, selon une habitude historique une nouvelle fois confirmée.

Le commerce extérieur soviétique avait fortement reculé, à prix constants, dès 1990 (-6,9%) après une progression (4,5%) en 89. Le commerce avec les pays ex-satellites avait baissé de plus de 50% par rapport à 89. Pour les principaux pays occidentaux, on avait les chiffres suivants.

| <i>Pays</i>     | IMPORTATIONS |             |          |
|-----------------|--------------|-------------|----------|
|                 | <i>1989</i>  | <i>1990</i> | <i>%</i> |
| Allemagne(occ.) | 6,64         | 11,37       | +71,3%   |
| Italie          | 2,53         | 3,05        | +19,8%   |
| Japon           | 3,39         | 3,59        | +5,8%    |
| G.B.            | 1,60         | 1,63        | +5,8%    |
| France          | 1,93         | 1,90        | -1,7%    |
| USA             | 4,55         | 3,68        | -19%     |

| <i>Pays</i>     | EXPORTATIONS |             |          |
|-----------------|--------------|-------------|----------|
|                 | <i>1989</i>  | <i>1990</i> | <i>%</i> |
| Allemagne(occ.) | 4,20         | 5,89        | +40,3%   |
| Italie          | 3,05         | 3,75        | +23,0%   |
| Japon           | 2,13         | 2,45        | +15,5%   |
| G.B.            | 3,51         | 3,19        | -9,0%    |
| France          | 2,14         | 2,80        | +30,8%   |
| USA             | 0,84         | 0,95        | +13,0%   |

(milliards de dollars. source: PlanEcon)

La forte réduction des importations pendant les premiers mois de 91 par les autorités pour contrôler le déficit de la balance des paiements et celui du commerce extérieur a aggravé l'importance de la récession..

En avril l'Institut soviétique du travail estimait à 8% de la main d'oeuvre le nombre de chômeurs (soit 10 millions de personnes) pour la seule Russie. Et l'on sait que la situation de l'emploi est bien plus mauvaise dans les Républiques asiatiques et du Caucase.

Mais en fait la crise économique ne fait vraiment que commencer: les mesures plus brutales de libéralisation économique n'ont pas encore été prises...



# "Lutte Ouvrière" au secours du PCF

Les bouleversements dans l'ex-URSS, avec l'interdiction du PC, le reniement du "communisme" par son ancien Secrétaire-général, n'ont pas manqué d'accentuer le malaise au sein du PC français.

Ce malaise est amplifié par les médias qui donnent complaisamment la parole aux opposants ou qui relancent des campagnes sur l'attitude de Georges Marchais lors de la dernière guerre.

Il n'en faut pas plus pour que "Lutte Ouvrière" se lance... à la rescousse du PCF!

Dans un éditorial du 6/9, "L.O." écrit: "Nous devons nous méfier de la joie suspecte de tous les dirigeants politiques (...), qui concluent que le Parti Communiste Français ne va pas survivre aux événements actuels". "L.O." continue sans doute en expliquant que: "Les dirigeants du Parti Communiste Français ont trahi les intérêts des travailleurs à bien des reprises; et dans bien des circonstances" et elle donne comme exemple la "caution" donnée au "premier gouvernement socialiste" et la perspective aujourd'hui du "soutien à la même politique" par une alliance électorale.

Il est significatif cependant que "L.O." ne désigne que la politique d'alliance avec le PS comme illustration de ces trahisons; ce n'est pas un hasard que ce thème recoupe les oscillations de la politique du PCF depuis 10 ans, entre la dénonciation virulente du PS et l'union avec lui. La critique de "L.O." est calculée de façon à coïncider avec la position des dirigeants, cadres et militants du PCF qui se reconnaissent davantage dans la compétition avec le PS.

La suite de l'éditorial de "L.O." montre bien la manoeuvre: "Mais le Parti Com-

muniste n'est pas que (ceux qui NdlR) voudraient un rapprochement encore plus étroit avec le gouvernement socialiste. Le Parti Communiste (nous nous excusons auprès des lecteurs de reproduire cette appellation qui convient si mal au PCF - NdlR), c'est aussi, au travers des années, des centaines de milliers de femmes, d'hommes, de jeunes, (leur sexe n'est pas précisé; par ailleurs il ne semble pas y avoir de vieux - NdlR), beaucoup de simples travailleurs qui se dévouent pour la défense des travailleurs, en voulant oeuvrer à l'avènement d'une autre société". Si l'on excepte donc une poignée de dirigeants traités, vendus au PS, le PCF serait bien, sinon vraiment un parti révolutionnaire, du moins un parti défendant la classe ouvrière. La conclusion coule alors de source:

"Alors les travailleurs ne doivent pas être de ceux qui se réjouiraient de la disparition du Parti Communiste. (...) Si la totalité des militants du PC renonçait au combat, ce serait un recul pour tous les travailleurs. Il faudra à ces militants rompre avec les sociaux-démocrates de leur propre parti et tous ceux qui ne voudraient pas perdre les habitudes des bureaucrates stalinien. Mais ils ne doivent pas renoncer à lutter ni laisser disparaître leur parti".

Qu'attend donc "L.O." pour adhérer au PCF afin de l'empêcher de disparaître? A part les dirigeants et les cadres qui ont pris de mauvaises habitudes, le PCF est tout aussi communiste, selon cet éditorial, que "L.O.". "Il revient à tous les communistes, qu'ils soient membres de l'actuel (sic!) PC ou qu'ils ne le soient pas, de continuer à défendre cet idéal (communiste - NdlR)".

Précieux aveu! Il y a bien longtemps que le PCF n'a plus rien de communiste, que son idéal ne va pas au delà des substitutions petites-bourgeoises de la collaboration entre les classes, que sa pratique est marquée par la haine de tout ce qui risque de troubler l'ordre bourgeois. Il y a bien longtemps que le PCF, dont la base essentielle se trouve dans les couches de l'aristocratie ouvrière et dans certains secteurs des classes moyennes salariées, entrave les luttes ouvrières en les cantonnant dans d'étroites limites et diffuse au sein de la classe les poisons mortels du légalisme, du pacifisme, du chauvinisme.

Il est clair que pour exister, le PCF comme tout parti réformiste, doit entretenir des illusions parmi les travailleurs, se présenter comme leur défenseur sincère et dévoué, qui sait mieux qu'eux comment mener une lutte et quand terminer une grève. Il lui faut être capable d'attirer de "simples travailleurs" et de les éduquer à leur fonction future de **garde-fou contre la renaissance de l'action de classe du prolétariat**. Comme le disaient les bolchéviks, les "opportunistes" sincères sont les plus dangereux.

Pour caractériser le PCF et ses collègues, la formule de l'Internationale Communiste de Lénine sur les réformistes est toujours valable: ce sont les "lieutenants ouvriers" de la bourgeoisie, les agents de celle-ci au sein de la classe. Ce ne sont pas seulement quelques dirigeants du PCF qui "trahissent"; c'est ce parti tout entier que "L.O." appelle à défendre, qui est **contre-révolutionnaire**. Qu'aurait dit Trotsky, qui appelait dans le document fondateur du trotskysme - le Programme de transition - à "une guerre implacable" contre les partis stalinien "traîtres", devant ces disciples dégénérés?

Il est vrai qu'il serait erroné de confondre les simples sympathisants ou militants de base du PCF avec la hiérarchie du parti; chacun soit pour beaucoup de militants l'adhésion au PCF ou la sympathie avec lui, représente la première

expérience politique. Le rôle des révolutionnaires est d'arracher les militants sincères à l'emprise du PCF en leur faisant toucher du doigt, derrière l'écran des slogans combatifs, la réalité collaborationniste de ce parti. Les événements de l'Est peuvent aussi faire ouvrir les yeux à certains sur la nature capitaliste et anti-ouvrière de la "patrie du socialisme" et des "partis-frères".

Mais ce n'est pas ce que fait "L.O."; son petit appel du pied s'adresse en fait aux cadres du PCF inquiets de l'avenir de leur parti. Au lieu de s'employer à combattre ouvertement cette organisation anti-prolétarienne, "L.O." lui décerne des certificats de communisme et contribue ainsi à perpétuer son rôle paralysant sur la classe ouvrière.

Dans l'espoir de gonfler ses propres rangs, "L.O." abandonne tout ce qui pourrait heurter les préjugés réformistes et se présente comme semblable au PCF. Le seul résultat de ce genre de manoeuvres, ce ne peut être que la chute définitive de "L.O." elle-même dans le réformisme. Et c'est une nouvelle démonstration de la nature "centriste" des trotskystes, c'est-à-dire, toujours selon le langage de l'Internationale communiste, leur nature de "flanc-garde" des appareils réformistes, leur incapacité congénitale à rompre avec les partis de la contre-révolution. La même démonstration pourrait être faite pour la LCR qui a choisi, elle, le camp des contestataires du PCF et s'est mise à grenouiller dans le marais de la "Refondation"; elle y retrouve des personnalités aussi révolutionnaires que Claude Cheysson, Chevènement ou Fiterman... La débacle du "modèle soviétique" obligera sans aucun doute le PCF à une "recomposition" pour ne pas risquer d'être emporté; c'est le sens de la pression qu'exerce sur lui la bourgeoisie. Les trotskystes répondent "présents!" à cette tentative de ravalement de façade du vieux labyrinthe soufflé de la bourgeoisie.

## Phases de la transformation économique en Russie après 1917

**Prédominance du caractère capitaliste dans l'économie russe actuelle en raison de l'existence en partie dissimulée d'entreprises intérieures et étrangères se mouvant dans un environnement mercantile et monétaire.**

Une telle théorie économique n'a jamais été écrite, et les données manquent pour pouvoir en faire un traité exhaustif, du type de celui fait par Marx pour la naissance et la vie du capitalisme anglais, même si ce travail était fait non par un seul auteur, mais par une organisation appropriée de recherche indépendante (terme qui à notre époque a perdu tout sens concret). D'abord, les pouvoirs de la classe capitaliste victorieuse ne sont pas nés hermétiques ou ésotériques; dans les premiers temps ils n'avaient aucun intérêt à camoufler les données de fait de leur économie, qu'ils croyaient ingénument "naturelle" et éternelle: le marxisme trouva ainsi en Angleterre non seulement des théories économiques qui s'étaient hissées à un niveau appréciable, mais surtout d'immenses quantités de matériaux authentiques. Ce qui n'est pas possible aujourd'hui pour la Russie.

Il faut mettre en évidence l'erreur fondamentale de la notion de modèle. Tout à fait correcte est la théorie selon laquelle la révolution politique, la première bataille rangée du prolétariat, peut et doit être livrée au point de moindre résistance historique; peu importe que le Pétrograd de 1917 soit la capitale d'un pays moins développé que la France de la Commune de Paris. Il n'est pas besoin d'abandonner ce terrain si solide pour les communistes révolutionnaires pour ridiculiser la position de ceux qui disent: vous avez été en Russie? donnez-nous donc la *preuve expérimentale* que le communisme en tant qu'organisation de la production fonctionne correctement.

Lénine a dit et écrit cent fois que songer à un modèle isolé n'est pas sérieux du point de vue marxiste et que pour réellement avancer dans la réalisation du socialisme il fallait prendre Berlin, Paris et Londres. Ce qui ne s'est pas fait. Il faut donc analyser clairement les faits économiques et les positions sociales programmatiques dans les différentes périodes, en revendiquant les positions bolchéviques de 1903 à 1917 et de 1917 à 1923 environ et en démontrant le caractère contre-révolutionnaire du point de vue prolétarien du gouvernement russe après cette date, et de façon toujours plus prononcée dans les phases suivantes: destruction du groupe révolutionnaire bolchévik; alliance avec les puissances capitalistes occidentales, Allemagne d'abord, anglo-américains ensuite; phase actuelle de propagande de la collaboration des classes dans tous les pays et à l'échelle mondiale.

1) La naissance du capitalisme russe dans des zones limitées est due à l'initiative de l'Etat féodal et non à la

formation d'une puissante bourgeoisie indigène (1700-1900).

2) Dans la phase où la Russie était la seule nation européenne non gouvernée par la bourgeoisie, ce qui n'empêchait pas la diffusion de la production capitaliste sur son immense territoire, il était juste que le prolétariat et son parti révolutionnaire endossent les problèmes des deux révolutions immédiatement soudées. Du point de vue politique, il en résultait que la Russie était le pays le plus favorable pour la réalisation de la tactique du dé-faitisme révolutionnaire lors des guerres (1900-1917).

3) Les mesures sociales dans la période immédiatement consécutive à la prise du pouvoir par le parti prolétarien ne pouvaient être qu'empiriques et transitoires, et même "propagandistes", car les tâches fondamentales étaient de battre les forces contre-révolutionnaires. a) féodales, b) bourgeoises, démocratiques et des opportunistes à l'intérieur du pays, c) étrangères, non en repoussant indéfiniment les interventions armées, ce qui était illusoire du point de vue historique, mais en attaquant avec la révolution de classe à l'intérieur des métropoles bourgeoises.

Comme Lénine le décrivait, le cadre économique russe était un mélange de toutes les formes économiques: pré-mercantiles (communisme primitif, théocratie et despotisme asiatique, grands propriétaires terriens); mercantiles (capitalisme industriel, commercial et bancaire, propriété terrienne libre); post-mercantiles (premières réalisations de communisme "de guerre", c'est-à-dire de "guerre sociale", telles que pain, logement et transports gratuits dans les grandes villes). Déjà dans ce cadre transitoire, les étatisations des usines, des entreprises et des banques, des domaines agricoles, sont bien des mesures révolutionnaires, mais de révolution *capitaliste*. La même chose vaut pour les réquisitions de grain sans compensation, faites par la force au détriment des paysans rapidement passés de l'état de serfs de la glèbe à celui de producteurs autonomes. L'histoire a montré que les révolutions bourgeoises ont fait la même chose (1917-1921).

4) Lénine déclara tout ceci sans ménagement au moment de la NEP; Trotsky qui partageait ces orientations, expliqua que c'était du socialisme avec comptabilité capitaliste; en fait c'est précisément le type de comptabilité qui définit la forme économique. L'expression marxiste correcte était: capitalisme avec comptabilité capitaliste, mais avec les registres tenus par l'Etat prolétarien. Apparentent le marché et le commerce libres, la production artisanale et petite-bourgeoise libre, la libre culture de la terre par petits et moyens paysans: toutes formes prêtes à s'épanouir, mais jusqu'à être étouffées par

l'édifice gouvernemental féodal tsariste. Une soupape sociale révolutionnaire était ouverte.

Dans la perspective de Lénine le danger de ce tournant était défini sans fards: formation, inévitable sur la base de la liberté du commerce, d'une classe et d'une accumulation capitalistes. Lénine pensait que la révolution prolétarienne en Occident se *serait moins fait attendre*. Alors seulement, des mesures *despotiques* ultérieures d'intervention dans l'économie russe pourraient revêtir une orientation socialiste (1921-1926).

5) Une fois la perspective de la révolution politique dans les pays capitalistes abandonnée, la prétendue théorie du socialisme dans un seul pays ainsi que les interventions du pouvoir central d'Etat pour réprimer les forces de la petite et de la moyenne exploitation agricole, du commerce et de l'industrie afin d'empêcher qu'elles deviennent des forces politiques, sont des manifestations du capitalisme d'Etat, sans le moindre caractère socialiste ou prolétarien. La maturité générale de la technique, qui est dans un certain sens un patrimoine international, et donc le démarrage d'un capitalisme et d'un industrialisme avec un degré de productivité technique énormément plus grand que lors des débuts du capitalisme en Angleterre, en France en Allemagne ou aux Etats-Unis, ont abrégé les étapes de la concentration et de l'accumulation.

L'Etat qui était né comme Etat du prolétariat connaît une involution en Etat capitaliste; il se constitua en donneur de travail pour le prolétariat industriel russe et en grande partie pour le prolétariat agricole - c'était la seule voie pour arriver à la production par grandes entreprises. Dès ce moment sa politique ne suivait plus la dynamique des rapports avec la classe prolétarienne des pays capitalistes, mais la dynamique des rapports avec les Etats bourgeois, que ce soit des rapports d'alliance, de guerre ou de négociations.

6) Dans la situation qui s'est ainsi créée, l'économie capitaliste de marché et d'entreprises subsiste en plein. La difficulté à trouver le groupe physique d'hommes qui remplace la bourgeoisie qui n'a pu se former de manière spontanée, ou, pour celle qui avait pu se former sous le tsarisme, qui a été détruite après Octobre 17, n'est une grave difficulté que pour ceux qui raisonnent selon le mode de pensée démocratique et petit-bourgeois dont la classe ouvrière est infectée depuis des dizaines d'années par ses prétendus dirigeants. Au fur et à mesure que l'entreprise bourgeoise cesse d'être personnelle pour devenir collective et anonyme, puis enfin "publique", la bourgeoisie, qui n'a jamais été une *caste*, mais qui est née en défendant le droit l'égalité totale "virtuelle", devient "un réseau de sphères d'intérêts qui se constituent dans le rayon de toute entreprise". Les figures de ce réseau peuvent être très variées: ce ne

sont plus des propriétaires, des banquiers ou des actionnaires, mais toujours plus des affairistes, des experts économiques, des *businessmen*. Une des caractéristiques du développement de l'économie est que la classe privilégiée a un matériel humain toujours plus fluctuant et mobile (le roi du pétrole qui était huissier, etc.).

Comme à toutes les époques, cette toile d'intérêts et ce réseau de personnages qui restent ou non dans l'ombre, a des rapports avec la bureaucratie d'Etat, mais n'est pas la bureaucratie; il a des rapports avec les "hommes politiques", mais n'appartient pas à la catégorie politique.

Surtout, à l'époque du capitalisme, ce réseau est "international"; aujourd'hui il n'y a plus de classes bourgeoises nationales, mais une bourgeoisie mondiale. Par contre existent des *Etats nationaux* de cette classe capitaliste mondiale.

L'Etat russe est aujourd'hui un de ces Etats, mais avec une origine historique particulière. En effet il est le seul Etat issu de deux révolutions soudées dans la victoire politique et insurrectionnelle; il est le seul qui a abandonné la deuxième tâche révolutionnaire, mais n'a pas encore achevé la première: faire de toute la Russie une aire d'économie *mercantile*. Avec les profonds effets qui en découleront pour l'Asie.

La voie la plus rapide pour le faire, sans quoi il n'est pas possible de lutter - ni de fomiquer - avec les autres Etats nationaux, est celle de l'Etat propriétaire des terres et du capital: il n'y a pas d'incubatrice plus féconde d'un vigoureux industrialisme et de meilleure serre chaude de jeunes entreprises.

La clé de la critique marxiste est que le capitalisme ne réduit pas à zéro les forces productives par la consommation ultra-limitée de plus-value des patrons d'entreprise, mais par la course destructive et bestiale entre entreprises et entre groupes de parasites que chacune d'elles allaite: dans l'anatomie de la société russe, où il n'est guère facile d'introduire le bistouri, ce phénomène parasitaire non seulement existe bel et bien, mais est même au maximum de sa virulence.

(Extrait de "PROPRIETE E CAPITALE", série d'articles écrits de 1948 à 1950. Le recueil de ces articles dans un volume des Editions Iskra est disponible à notre adresse, mais nous ne sommes malheureusement pas encore en mesure de fournir une traduction française. L'analyse par le parti de la nature de l'Union soviétique a été développée dans des textes ultérieurs, tels que "DIALOGUE AVEC STALINE" et "BILAN D'UNE REVOLUTION", respectivement n 8 et n 9 de notre série "Textes du P.C. International").

# De Kroutchev à Gorbatchev: l'inévitable confession de la nature capitaliste de l'URSS

## L'atroce contradiction

"Le drame de la société russe est arrivé à son avant-dernier, si ce n'est son dernier, acte, depuis le tournant de 1953; son hymne est le chant funèbre à Joseph Staline qui hésite tragiquement entre l'apothéose et la malédiction.

La machine qui fait passer les roubles de l'ouvrier au Trésor Public est toujours là prête à fonctionner; et de nouveaux rideaux de fumée peuvent bien cacher l'impuissance de cette machine envers les économies qui échappent au rapport salarié-administration centrale.

D'autre part la "politique" de l'Etat russe actuel est attiré par des forces irrésistibles vers le canot de sauvetage moderne du capitalisme universel: la protection d'une société que nous avons bien définie comme "kolkhosienne" - ce dont nous ne faisons évidemment pas une "découverte", une prétendue nouvelle forme qui s'insérerait de façon absurde entre capitalisme et socialisme, un néoplasme qui serait un pléonasme dans la succession historique des modes de production établie par notre doctrine cardinale.

La société "kolkhosienne" - définie par l'extension de cet adjectif, au delà de son champ d'application originel de production agricole parcellaire, à toute structure qui veut se baser, autour de l'individu, sur la famille, la maison d'habitation, le pécule et la propriété domestiques - est une forme qui n'existe ni ne pourra exister dans l'histoire, mais seulement une couche de dépôts hybrides superposée aux formes d'influence économique et de domination du capital. Sa généralisation n'est pas une donnée de l'histoire qui passe, mais uniquement une illusion de classe, une forme et une formule d'agitation pour les manœuvres de classe de la conservation du mode de production bourgeois classique et historique dont, depuis près d'un siècle, nous connaissons, sans aucun doute ni incertitude, les traits essentiels.

Les formes invertébrées et fragiles du kolkhosianisme social se succèdent sur le fond de la lutte fondamentale entre capital et prolétariat; elles sont le plus en évidence dans les phases historiques de décomposition et de dégénérescence du mouvement ouvrier; elles constituent l'atmosphère vitale de l'infection bactérienne appelée par nos textes fondamentaux **opportunisme**; c'est quand le prolétariat recule et s'égare qu'elles semblent venir sur l'avant-scène de l'histoire avec toutes leurs manifestations dégoûtantes et philistines.

Les couches sociales qui semblent dans cette douteuse situation intermédiaire entre les véritables classes, apparaissent et disparaissent facilement; quand rugit la tempête, ces foules grises se troublent et se dispersent. Il est facile de prévoir que les formes économiques et sociales corruptrices avec lesquelles le grand capital les alimente, se révéleront extraordinairement précaires lors de la venue de la crise. Ainsi par exemple le prêt populaire forcé à l'Etat russe a depuis de longues années exalté la psychologie petite-bourgeoise du minuscule propriétaire qui caressait dans sa bourse ses titres et ses ridicules coupons d'intérêt: mais le jour est arrivé où a dû s'écrouler ce fragile échafaudage, effaçant à l'échéance la valeur du **coupon**, prélude de la confiscation de ce micro-capital cellulaire et anémique distribué entre les mains des victimes du capital. De même finira en Russie la micro-épargne personnelle et familiale auprès des ramifications des banques dirigées par l'Etat: un jour la plateforme artificielle de cet échafaudage vermoulu tremblera et l'Etat monstre au ventre cousu d'or ne fera qu'une seule bouchée de ces pauvres miettes.

En Russie, mais aussi en Amérique, comme ailleurs, ces petits nœuds familiaux d'accumulation de petits pécules et de petits biens qui ne sont pour les neuf dixièmes que des manies de drogués ou n'ont aucune réalité, fuiront des mains des kolkhosianisés trompés, "librement" aliénés, à cause d'une réquisition de l'Etat central ou en raison de la nécessité économique quand s'avancent les nuages noirs du chômage et des insolvabilités: à l'échelle historique la grande accumulation et la concentration la plus monstrueuse reprendront leur sinistre et fracassant chemin, tandis que du côté opposé recommencera à résonner de façon non moins terrible celui de la Révolution.

Nous sommes aujourd'hui dans la phase où il s'agit de faire reculer le spectre de la prolétarisation foudroyante des petits profiteurs, et de continuer à faire pleuvoir

la maigre manne qui alimente de pâles foyers d'entreprises domestiques dans leurs apétits aveugles mais tenaces. La consigne est donc de proclamer haut et fort la sainteté, l'utilité et le respect de ces petites réserves de richesse, en demandant une diminution de l'appareil fiscal prélevateur de produits et de profits et en promettant une augmentation des maquetteautages de mesures sociales et culturelles". Ce n'est qu'une version milieu du vingtième siècle des ineffables "Festa, Farina e Forza" (1) qui s'offre aux couches des micro-cristallisations kolkhosiennes.

Cependant l'impératif catégorique d'accumuler et d'investir en grandes masses des valeurs ne cesse pas; et il faut que continue la pression, à peine voilée par les formes urbaines d'encouragement stérile à un minimum d'aisance dans la famille et le logement, sur la masse des salariés des grandes entreprises industrielles dont il n'est pas possible de simuler, même vaguement, une moléculisation. C'est donc aux dépens des ouvriers d'usine des villes que l'Etat pompe-à-roubles continue à haleter dans sa thésaurisation éphémère.

Et pourtant les soudures des bilans monétaires se décollent, la montagne d'or s'effondre, la ressource de la super-accumulation, lue dans son expression en argent, menace terriblement de diminuer, et le gigantesque mécanisme ainsi constitué, dont le moteur est le mouvement centripète de tous les roubles dans les caisses centrales de l'Etat, menace sérieusement de se coincer; que le socialisme soit la centralisation de l'argent se révèle être un immense mensonge". ("Struttura Economica e Sociale della Russia d'Oggi", pp. 656-658).

Cet extrait de notre travail de parti consacré à l'analyse de la nature de l'économie et de la société soviétiques a été écrit en 1957, après la "déstalinisation" initiée alors par la nouvelle direction du pays. Et le texte dit un peu plus loin, à propos des premières réformes économiques de Kroutchev: "Avec le nouveau tournant d'aujourd'hui, qui se rattache à la session du Soviet suprême de février 1957, s'accomplit une nouvelle étape de ce fait historique que depuis 1953 nous appelons la "Grande confession". On entre résolument dans les questions économiques; et comme de juste il s'agit de suivre la même direction que les tournants politiques, vers des positions bourgeoises capitalistes, et d'autres tournants encore plus retentissants sont à prévoir".

Cette "grande confession", c'était la confession de la **nature bourgeoise, capitaliste** de l'Union soviétique, dont nous avions écrit qu'elle sortirait du Kremlin.

L'essentiel des réformes, dites par Kroutchev de "réorganisation de l'industrie soviétique" était qualifié officiellement "un bouleversement des fondations, une véritable révolution interne. La synthèse au "tournant" selon les définitions même données par ses auteurs, est l'abandon du "centralisme". Il s'applique à la constitution de l'Etat, car beaucoup de fonctions du gouvernement central de l'Union passent aux républiques fédérées, dont une nouvelle autonomie est proclamée. Et il s'applique à l'économie car la direction du centre est supprimée en faveur des conseils locaux des républiques et même des conseils régionaux et provinciaux pour les grandes républiques. Et il y a plus: la gestion et la planification des grands secteurs d'industrie par le centre pour toute l'Union cède le pas à une gestion et à une planification de tous les secteurs dans un système territorialement restreint. A la structure **verticale** est substituée une structure **horizontale**". ("Struttura...", p.660)

Il n'est pas besoin de rappeler que les réformes kroutchéviennes prévoyaient aussi, "tout de suite après la réforme de l'industrie, une réforme de tous les appareils, ceux du parti d'abord, puis ceux des syndicats et des soviets", pour se rendre compte que cette "réorganisation" allait dans le même sens que la "pérestroïka" actuelle. Nous ne pouvons ici retracer l'évolution économique de l'URSS au cours des trente dernières années et montrer les tentatives périodiques de réformer l'économie suivant les orientations tracées par les kroutchéviens qui revenaient à laisser s'exprimer les poussées spontanées du capitalisme à s'affranchir de la tutelle tatillonne de l'Etat central. Jusqu'à l'avènement de la pérestroïka, l'Etat a toujours reculé devant "l'atroce contradiction": laisser libre cours aux poussées spontanées du capitalisme, à l'anarchie du marché, était un besoin de plus en plus pressant de l'économie; mais renoncer à l'effort de "planifier" l'écono-

mie, de "réglementer" le marché, de contrôler les prix et les salaires, c'était aussi courir le grand risque de renoncer à pouvoir orienter les poussées économiques vers le développement d'un pays très largement arriéré qui avait pourtant des ambitions impérialistes mondiales; c'était aussi et surtout courir le risque bien plus terrible pour une classe dirigeante bien placée pour connaître la puissance de la lutte prolétarienne, d'attiser les contradictions de classes et de réveiller une classe ouvrière intoxiquée par la propagande "socialiste" officielle.

Les réformes kroutchéviennes provoquèrent une vague de grèves et d'émeutes au début des années soixante, en réaction contre les hausses des prix et les baisses de salaire (causées par le changement des "normes" à accomplir). La classe dirigeante répondit par les fusillades et se débarrassa de Kroutchev et de ses réformes les plus radicales.

Lorsque la pérestroïka a commencé, l'Etat soviétique n'avait pratiquement plus le choix: il lui fallait aller jusqu'au bout des réformes entreprises par Kroutchev; il lui faut même aller plus loin encore, jusqu'à s'attaquer à ce **kolkosianisme social** dont parlait l'extrait cité plus haut et qui a une fonction irremplaçable d'amortisseur de la lutte sociale en constituant un tampon entre les classes. Ce n'est pas une perspective souriante pour les dirigeants soviétiques, qui se lamentent de ce que leurs réformes n'aient pas eu lieu il y a trente ans: Gorbatchev, qui s'opposait récemment encore à la dissolution des kolkhoses et à la propriété privée de la terre - donc à la perspective de la formation d'une agriculture capitaliste performante impliquant la liquidation de millions de paysans - a dû s'y résoudre; lui, qui avait refusé la "thérapie de choc" des réformateurs radicaux en disant que le lendemain des hausses de prix prévues, toute la population serait dans les rues, a dû laisser son gouvernement confisquer pratiquement les économies de cette population déposées dans les banques (gel des dépôts jusqu'en 94, en avril) après avoir anéanti en début d'année une grande partie de l'épargne individuelle par un retrait précipité des anciens billets de banque. Avant le putsch d'août le gouvernement était politiquement trop faible pour imposer les réformes radicales, qui se traduiraient nécessairement par une forte poussée du chômage et des prix et une forte baisse des salaires; après le putsch le nouveau gouvernement hésite encore et cherche désespérément un soutien à l'Ouest pour faire passer la pilule. Mais alors que la danse des plans continue, la valse des étiquettes s'emballle: l'inflation aurait atteint 10% par mois (on redoute une hyper-inflation à 1000% par an pour la fin de l'année), la planche à billets tourne à plein régime, sans autre résultat que d'alimenter la chute du rouble et la fuite devant la monnaie.

Nous sommes arrivés vraiment à la phase où les nuages noirs annoncent la tempête économique, où il n'est plus possible d'éviter la prolétarisation et la ruine de couches entières de la population, où les secteurs non rentables de l'économie doivent disparaître sans pitié pour relever le taux de profit des autres secteurs. Et cette phase, repoussée depuis trente ans, est nécessairement celle de la **Confession** définitive, du "dernier acte" de la société russe post-révolutionnaire. C'est le moment où les dirigeants de l'Etat russe, comme le disait notre texte déclarent au monde: "ayant constaté que l'économie selon Marx et Lénine est une absurdité historique, nous proclamons que nous avons adopté en Russie la forme économique capitaliste, à laquelle nous avons appliqué des **réformes spéciales**". Cette déclaration a été rendue nécessaire par les ravages de la crise économique en Union soviétique, non seulement pour s'attirer les bonnes grâces du capital international, c'est-à-dire pour attirer des capitaux, mais surtout pour faire admettre aux prolétaires que cette crise est celle du "socialisme" et que la seule issue est d'accepter tous les sacrifices qu'impliquent le libre jeu des lois du marché et la reprise brutale de l'accumulation et de la concentration. Il n'est pas possible de suivre les préceptes de Thatcher et de Reagan tout en prétendant "construire le communisme"; il n'est pas possible de faire passer la disparition des maigres "garanties" et des pauvres "réserves" avec lesquelles le régime achetait autrefois la paix sociale, de faire passer la misère croissante et l'insécurité générale des conditions d'existence, sans mettre en place de nouvelles valeurs idéologiques et une propagande nouvelle exaltant la lutte de tous contre tous, l'individualisme, la réhabilitation de la course au profit; bref, sans substituer l'**idéologie démocra-**

**tique** à l'ancienne idéologie "socialiste" qui avait d'ailleurs perdu toute efficacité depuis longtemps, tant était grand son discrédit.

Mais, dialectiquement, l'abandon de toute référence au marxisme par les autorités rend possible la réapparition du marxisme véritable dans les territoires de l'ex-Union soviétique. Comment en effet les prolétaires pouvaient-ils éprouver une quelconque sympathie pour une doctrine au nom de laquelle on justifiait la condition misérable dans lesquels ils vivent, la misère et l'oppression? Pour que puisse un jour renaître la tradition révolutionnaire des bolchéviks, il faut que cette tradition ne soit plus encensée, mais combattue par tous les organes de l'Etat et de la classe dirigeante; pour que les révolutionnaires puissent se mettre à l'étude des enseignements de Marx, de Lénine, il faut que tombent les statues et l'ignoble mausolée avec lesquels Staline et ses héritiers avaient cru momifier à jamais le spectre de la révolution. Pour que puisse se recréer un authentique parti communiste, il fallait que la classe dirigeante bourgeoise abandonne avec horreur cette appellation (et que son propre dirigeant signe la disparition du parti contre-révolutionnaire dit "communiste"). Et la débaptisation de Léninegrad elle-même est de bon augure: Saint-Pétersbourg, la ville créée par Pierre - "le Grand" - dans le sang de cent mille hommes" n'était-elle pas passée dans l'histoire comme la capitale des révolutions? Nous ne pouvons que nous réjouir que s'effondre le grand mensonge qui avait servi à camoufler le développement du capitalisme en URSS et l'abandon de la perspective révolutionnaire dans le reste du monde.

Il ne faudrait cependant pas sous-estimer les difficultés qui attendent la classe ouvrière soviétique avant qu'elle puisse renouer le fil, brisé par la contre-révolution, avec son passé révolutionnaire. Il dépend en fait de la classe ouvrière des pays occidentaux présentés comme des modèles à imiter, en reprenant la voie de la lutte de classe, de faire en sorte que les prolétaires de Russie et des pays de l'Est se dégagent au plus vite de leurs illusions envers l'Occident et rompent leur alliance actuelle avec les forces démocratiques ou nationalistes, mais intégralement capitalistes.

**ET alors la Révolution reprendra son chemin, contre les Confédérations d'Occident et d'Orient.**

(1) "Festa, Farina e Forza": Fête, Farine et Potence; cette formule symbolisait la politique des anciennes monarchies pour maintenir la paix sociale, de la distribution de farine aux nécessiteux à la pendaison des rebelles, en passant aux fêtes pour distraire la population de sa misère.

### IL COMUNISTA No 28 / Agosto 1991

- Dove va l'URSS ? - A Mosca, la dittatura del capitale e la sua crisi economica spingono le fazioni borghesi a lottare fra di loro - Yougoslavia: borghesissimo arrembaggio all'osso jugoslavo - Il capitalismo sovietico in crisi (II) - Algeria: lo stato non va democratizzato, ma distrutto - Riprendendo il bilancio sulle crisi avvenute nel nostro partito (3) - Boat people albanesi: Hong Kong e Brindisi a confronto - Fasi della trasformazione economica in Russia dopo il 1917 - La Cecoslovacchia democratica e cristiana riprende le esportazioni di armi - "Sotto la bandiera altrui", lenin insegna staffilando l'opportunismo

## il comunista

organo del partito comunista internazionale

### Dove va l'URSS?

A Mosca, la dittatura del capitale e la sua crisi economica spingono le fazioni borghesi a lottare fra di loro

### NELL'INTERNO

YUGOSLAVIA  
Borghesissimo arrembaggio all'osso jugoslavo

A Mosca, la dittatura del capitale e la sua crisi economica spingono le fazioni borghesi a lottare fra di loro

# Parti de classe et dictature du prolétariat sont les conditions de la victoire de la révolution communiste

La tragi-comédie du "putsch" moscovite et l'accélération des évolutions politiques qu'il a suscité, ont été célébrés par la bourgeoisie de tous les pays comme la "mort définitive" du communisme. Les plus grands "spécialistes" bourgeois de l'URSS assurent même que la révolution d'Octobre n'a jamais eu lieu: pour l'inévitable Hélène Carrère d'Encausse celle-ci n'était au fond qu'un putsch à la Yanaev qui n'avait réussi qu'en raison de "l'immaturité politique" du peuple russe; pour Robert Conquest, dans le New-York Times, la révolution de février 17 n'avait été qu'une émeute de la faim locale qui avait pris de l'ampleur parce qu'elle n'avait pas rencontré d'opposition, et Octobre un coup de main d'un groupuscule politique...

Mais plus nocifs sont encore ceux qui, au sein même de la classe ouvrière, se sont employés depuis des décennies à falsifier le marxisme et à faire oublier aux prolétaires les perspectives et le programme communistes véritables.

C'est ainsi que pour le PCF, le socialisme doit être, à la différence de ce qui existait à Moscou, "démocratique, moderne et pluraliste".

Sous couvert de "modernisme" c'est toujours la même vieille camelote idéologique bourgeoise de démocratie et de liberté du commerce, qu'ils essayent de faire passer pour le fondement du socialisme, voire du marxisme.

Mais dictature du prolétariat et parti de classe sont les éléments centraux du marxisme authentique; leur revendication distingue les communistes révolutionnaires des réformistes et des défenseurs de la société actuelle, que ceux-ci se prétendent tels, ou qu'ils se déguisent en révolutionnaires.

Dans un passage célèbre Marx avait défini les caractéristiques du socialisme scientifique:

"En ce qui me concerne, je n'ai ni le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société contemporaine, ni celui d'avoir découvert leur lutte entre elles. Ce que j'ai fait de nouveau, c'est d'avoir démontré: 1) que l'existence des classes ne se rattache qu'à certaines phases historiques du développement de la production; 2) que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat; 3) que cette dictature du prolétariat n'est elle-même que la transition à la suppression de toutes les classes et à la société sans classes" (Lettre à Weydemeyer, 5/3/1852).

Lorsqu'il en était encore le chef, Gorbatchev prévoyait de faire adopter par le P.C.U.S. un nouveau programme "renonçant" explicitement à la lutte des classes; cette abjuration ne signifiait rien d'autre que l'abandon d'un vieux déguisement usé jusqu'à la corde et la proclamation à la face du monde du caractère intégralement bourgeois de ce parti. En effet si le marxisme n'a pas découvert ni encore moins "inventé" la lutte des classes, la classe bourgeoise, elle, cherche toujours à nier cette réalité de sa société alors même qu'elle mène une lutte ininterrompue contre la classe ouvrière. Et la classe dirigeante soviétique a peut-être battu tous les records de brutalité et de bestialité dans la lutte de classe qu'elle a mené et qu'elle mène contre la classe ouvrière et les classes paysannes à l'aide de son Etat et de son parti. Le fait que ce parti soit maintenant supprimé afin que naissent de son cadavre plusieurs partis vierges et "démocratiques" répond simplement au besoin de réaménagement du cadre politique bourgeois en harmonie avec la "restructuration" économique; c'est-à-dire au besoin de la pleine affirmation politique des courants opposés qui cohabitaient autrefois dans ce parti unique du capitalisme soviétique, de la même façon que les entreprises, les trusts et les Républiques ont besoin de leur indépendance pour entrer en compétition sur le marché. Mais la disparition du P.C.U.S. sous sa forme actuelle répond aussi au besoin, non de sortir du "totalitarisme" pour entrer dans l'ère de la liberté et de la démocratie, mais plutôt de tenter de faire oublier les horreurs et les crimes de l'accumulation capitaliste à l'époque stalinienne afin d'obtenir, sinon la collaboration enthousiaste de la classe ouvrière, du moins sa passivité envers cette restructuration capitaliste, grâce à l'artifice de la démocratie. L'interdiction du P.C. décidée par Eltsine et Gorbatchev a servi à prévenir toute action directe des masses contre ce parti et ces fonctionnaires, indispensables à l'administration de l'Etat bourgeois. Quelques statues ont été accordées en exutoire à la foule, comme celle de Dzerjinsky sous l'oeil impavide des employés du KGB qui vaquaient tranquillement à leurs occupations dans leur bâtiment inviolé.

Comme toujours, démocratie et démocratisation protègent plus sûrement l'Etat bourgeois que ne peut le faire à la longue la force brute.

Dans ses "Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne", adoptées au premier congrès de l'Internationale Communiste, Lénine rappelait que: "Tous les socialistes en démontrant le caractère de classe de la civilisation bourgeoise, de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme bourgeois, ont exprimé cette idée, déjà formulée avec le maximum d'exactitude scientifique par Marx et Engels, que la plus démocratique des républiques bourgeoises ne saurait être autre chose qu'une machine à opprimer la classe ouvrière à la merci de la bourgeoisie, la masse des travailleurs à la merci d'une poignée de capitalistes". Mais dans une démocratie bourgeoise, la domination de la classe capitaliste sur les exploités ne s'affirme pas ouvertement; elle est camouflée derrière l'affirmation juridique de l'égalité entre tous les citoyens: selon la légende démocratique, le plus riche des capitalistes et le plus misérable des chômeurs sont égaux devant la loi et ont, par leur bulletin de vote, la même capacité d'influer sur les orientations de l'Etat. Chacun sait qu'il n'en n'est rien, car l'inégalité sociale réelle, la division de la société en classe dominante exploitée et classes dominées et exploitées, est le facteur déterminant, qui vide de tout sens l'égalité juridique et politique proclamée. La classe dominante possède un formidable appareil de propagande, constitué de télévisions, radios et journaux, d'Eglises et d'Ecole, d'associations en tous genres et de partis politiques, qu'elle a créés ou dont elle s'est emparée afin qu'ils enseignent aux exploités la résignation et la crainte de l'affrontement social.

Le passage du capitalisme au socialisme, la révolution prolétarienne, n'est pas possible en utilisant le mécanisme de la démocratie parlementaire; non que le prolétariat et les opprimés ne puissent pas, en période de crise sociale, s'émanciper de l'influence bourgeoise; mais même en supposant, par extraordinaire, que la bourgeoisie laisse sportivement les révolutionnaires remporter les élections et former leur gouvernement, l'essentiel resterait à faire: briser la domination sociale de la bourgeoisie pour pouvoir révolutionner les rapports sociaux. Et Pour cela, Marx et Engels ont depuis longtemps démontré à la lumière par exemple de la Commune de Paris, qu'il n'était pas possible d'utiliser l'Etat existant, "la machine bureaucratique et militaire", mais qu'il fallait le briser. Dans la "Critique du programme de Gotha", Marx résume de façon synthétique:

"Entre la société capitaliste et la société socialiste se situe la période de transformation révolutionnaire de la première en la seconde, à quoi correspond également une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat".

Les marxistes ne renvendent donc pas la dictature du prolétariat en raison de penchants "autoritaires" ou par goût du sang et de la violence, mais parce qu'ils savent qu'elle est indispensable pour briser la résistance désespérée de la classe exploiteuse. Celle-ci en effet vient de se voir dépossédée du pouvoir politique par la révolution, mais elle peut encore s'appuyer sur sa situation sociale privilégiée, ses réseaux de relation et d'influence, ses Eglises et ses associations en tous genres qui forment un réseau ramifié dans les différentes classes et jusque dans la classe ouvrière. Pour reprendre les paroles de Trotsky dans "Terrorisme et communisme":

"La bourgeoisie capitaliste se dit: 'tant que je posséderai les terres, les usines, les fabriques, les banques, tant que je dominerai la presse, les écoles, les universités, tant que je tiendrai entre mes mains - et c'est l'essentiel - l'armée, le mécanisme de la démocratie, de quelque façon qu'on le remanie, demeurera soumis à ma volonté. La petite bourgeoisie inepte, conservatrice et dépourvue de caractère, s'est aussi soumise spirituellement qu'elle l'est matériellement. J'écraserai ses aspirations par la puissance de mes entreprises, de mes bénéfices, de mes projets et de mes crimes. Quand, mécontente, elle murmurerait, je créerais des soupapes de sûreté, des paratonnerres à la douzaine. Je susciterai, quand j'en aurai besoin, des partis d'opposition qui disparaîtront aussitôt après avoir rempli leur mission en donnant à la petite-bourgeoisie l'occasion de manifester son indignation sans causer le moindre préjudice au capitalisme. Je maintiendrai pour les masses populaires le

régime de l'instruction générale obligatoire qui les maintient à la limite de l'ignorance et ne leur permet pas de s'élever au dessus du niveau reconnu inoffensif par mes experts en soumission des esprits. Je corromprai, je tromperai et je terroriserai les couches les plus privilégiées ou les plus arriérées du prolétariat. Grâce à l'ensemble de ces mesures, tant que ces instruments indispensables d'oppression et d'intimidation resteront entre mes mains, j'empêcherai l'avant-garde de la classe ouvrière de conquérir la conscience du plus grand nombre".

Et Trotsky donne alors la réplique de la classe ouvrière:

"A quoi le prolétariat révolutionnaire répond: 'Par conséquent, la première condition de salut est d'arracher à la bourgeoisie ses instruments de domination. Nul espoir n'est permis d'atteindre pacifiquement au pouvoir alors que la bourgeoisie conserve tous les instruments de domination. Triplement insensé l'espoir d'arriver au pouvoir par la voie que la bourgeoisie indique et qu'elle barricade en même temps., la voie de la démocratie parlementaire. Il n'est qu'un chemin: arracher le pouvoir à la bourgeoisie en lui ôtant les instruments matériels de domination".

La dictature du prolétariat est l'élément central indispensable pour le passage de la société capitaliste à la société sans classes: qui nie la dictature du prolétariat renonce en réalité à toute perspective d'en finir avec le capitalisme et capitule devant l'ordre bourgeois.

Et cette dictature prolétarienne elle-même, comme le démontrent a contrario les épisodes tragiques de la Commune de Paris ou de la révolution hongroise de 1919, a absolument besoin, pour être victorieuse de la ferme direction du parti révolutionnaire, c'est-à-dire de l'organe politique de la classe ouvrière grâce à qui celle-ci a pu résoudre tous les problèmes de la guerre sociale. Marx et Engels ont expliqué dans le "Manifeste communiste" que la constitution des prolétaires en classe, consciente de ses objectifs anti-capitalistes, signifie leur constitution en parti. En effet sans "un organisme qui l'anime, la cimente, la précède, en un mot l'encadre"(1) le prolétariat n'est qu'une masse d'exploités à l'horizon limité par les nécessités de la survie quotidienne, borné par les frontières d'entreprise, de catégorie ou de nation; il n'est encore, comme le dit "Le Manifeste", qu'une "classe pour le capital", passive et inconsciente: "La classe présuppose le parti, parce que pour être et agir dans l'histoire, la classe doit posséder une doctrine critique de l'histoire et un but à atteindre dans celle-ci. La véritable et unique conception révolutionnaire de l'action de classe délègue la direction de celle-ci au parti. (...) La révolution exige une organisation de forces actives et positives, unies par une doctrine et un but. Des couches importantes et d'innombrables individus appartenant matériellement à la classe dans l'intérêt de laquelle la révolution triomphera sont en dehors de cette organisation. Mais la classe vit, lutte, avance vainc, grâce à l'oeuvre des forces qu'elle a engendrées dans les douleurs de l'histoire. La classe part d'une homogénéité immédiate de situation économique, qui nous apparaît comme le premier moteur de la tendance à dépasser, à briser l'actuel système de production, mais pour assumer cette tâche grandiose elle doit avoir une pensée propre, une volonté propre visant précisément à atteindre les buts que la recherche et la critique ont définis, une organisation de combat propre qui canalise et utilise avec le meilleur rendement les efforts et les sacrifices. Tout cela, c'est le parti"(2).

Si le prolétariat ne se constitue en classe qu'en se constituant en parti, il ne peut se constituer en classe dominante sans que ce parti ne tienne solidement la barre de cette dictature. Dans la lutte impitoyable qui aboutit à la révolution, à la destruction de l'Etat bourgeois, le parti de classe joue un rôle décisif. Mais la révolution n'est pas terminée avec l'instauration de la dictature du prolétariat car il s'agit maintenant de réaliser la transformation économique, de détruire la position sociale de la bourgeoisie, de vaincre toutes les résistances du vieux monde à l'intérieur des frontières et de tout faire pour étendre la révolution au delà de ces frontières. La lutte n'est donc pas terminée; elle devient même plus âpre car la bourgeoisie réalise alors peut-être pour la première fois qu'elle lutte pour sa survie. La direction incontestée du parti révolutionnaire est encore plus vitale que dans la période précédente: "la domination révolutionnaire du prolétariat suppose dans le prolétariat même la domination d'un parti pourvu

d'un programme d'action bien défini, et fort d'une discipline indiscutée"(3).

La contre-révolution n'a pas triomphé en Russie, sous le visage du stalinisme, parce que le parti bolchévique exerçait seul le pouvoir ou parce que son fonctionnement interne n'était pas démocratique; mais parce que le tragique isolement de la révolution russe condamnait les bolchéviks à la tâche à la longue impossible d'oeuvrer au développement d'un capitalisme d'Etat tout en le contrôlant pour conserver la nature prolétarienne de l'Etat en attendant la victoire de la révolution internationale. Notre brochure "Bilan d'une révolution" montre que "si du "capitalisme contrôlé" de Lénine est sorti le capitalisme incontrôlé de Staline sous déguisement socialiste, cela résulte d'une part de lois économiques plus fortes que la volonté du meilleur parti révolutionnaire et de l'autre de la défaillance du prolétariat européen et mondial qui n'a pas répondu à l'appel authentiquement communiste de la révolution double en Russie"(4).

Aujourd'hui pas plus en Russie que dans le reste du monde, il n'y a de place pour des "révolutions doubles", combinant à la fois des tâches socialistes (anti-capitalistes) et bourgeoises (anti-féodales ou anti-coloniales). Dans le monde entier les conditions socio-économiques ont mûri, déblayant une grande partie des entraves objectives au développement de la lutte de classe moderne - entre bourgeoisie et prolétariat - et préparant à l'échelle mondiale les conditions de la révolution communiste. L'écroulement des faux socialismes de matrice stalinienne et des mouvements politiques qui leur sont liés est un indice supplémentaire que la contre-révolution qui a brisé le mouvement prolétarien à la fin des années 20 est arrivée à son terme. La période qui s'ouvre ne sera ni facile, ni courte; mais l'unification politique du monde bourgeois - qui n'empêche pas, mais au contraire implique l'exaspération de toutes les rivalités et de tous les conflits -, correspondant à l'universalisation des rapports capitalistes de production et à l'intensification des liens économiques entre tous les pays, nous donne l'assurance que le monde est plus mûr que jamais pour la transformation socialiste et que la révolution internationale trouvera une extension et une force qu'elle ne pouvait connaître dans le passé.

C'est dans cette assurance que nous trouvons la force qui manque à tous les pseudo-révolutionnaires et faux communistes d'aujourd'hui: celle de rester sans hésitation fidèles à la doctrine marxiste et au prolétariat.

(1), (2): cf. "Parti et classe", dans la brochure du même nom, disponible à notre adresse.

(3) cf. Trotsky, "Terrorisme et communisme", p. 118.

(4) cf. "Bilan d'une révolution", p. 113.

## CORRESPONDANCE:

**POUR LA FRANCE :** Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon  
**POUR LA SUISSE :** Editions Programme, 12 rue du Pont, 1003 Lausanne  
**POUR L'ITALIE :** Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur - gérant : Dessus. Versements: timbres poste, mandat ou chèque à l'ordre de : Dessus. Abonnement au prolétaire: 50 FF/ 200FB / 30 FS / 15000 Li. Abonnement de soutien: 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. "Programme Communiste" (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et CDN: \$ 4 / 450 Pts. Abonnement: le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et CDN: us\$ 35. "Il Comunista", le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. Abonnement: 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. Abonnement de soutien: 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. "El Programa Comunista", le numéro: 400 Pts / 250 Ecs. / America latina: US \$ 0,5 / USA et CDN: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. Prix de soutien, le numéro: 800 Pts / 500 Ecs. / America latina: US \$ 1/ USA et CDN: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs.



# Yougoslavie Solidarité et unité de tous les prolétaires

( Suite de la page 1 )

Il en va de même pour la Croatie, deuxième des plus riches fédérations après la Slovénie, qui rêve aussi d'un développement capitaliste autonome, profitant aussi de sa situation géo-politique, avec un vaste accès à l'Adriatique notamment.

Les projets de réformes, mis en place avec les conseils du FMI, de la Banque Mondiale, etc, sont restés sans effet. La privatisation de l'économie combinée avec le mode autogestionnaire des entreprises, qui permettait notamment de payer une partie des salaires avec une distribution d'actions de l'entreprises, n'a été qu'une manière de baisser les salaires. La création de plus de 20000 entreprises en 1990 (en fait toutes familiales), n'a été qu'une manière de traduire le chômage en faisant proliférer les petits boulots d'indépendants, mais aussi d'empêcher le gonflement d'une économie souterraine incontrôlée.

Après les dollars du FMI sont venus ceux de la Banque mondiale, avec un prêt de 400 millions pour faciliter la mise en oeuvre des réformes économiques (privatisation, libéralisation du secteur bancaire), puis les écus de la Banque européenne, le 18 avril de cette année avec un prêt de 82 millions pour la modernisation des infrastructures de transport, routier et ferroviaire. Cette manne tombe évidemment dans la poche de Belgrade et des institutions économiques centrales de la Yougoslavie, attisant d'autant plus les envies et jalousies des bourgeois slovénes et croates qui voudraient bien procéder seuls au partage du gâteau, privilégiant leur région au détriment des plus pauvres.

Si la Slovénie et la Croatie ne représentent que 6,7 millions d'habitants des 23,7 que compte la Yougoslavie, c'est-à-dire le 28 % de la population totale, ces deux républiques produisent à elles seules 46 % des exportations (chiffres de 1988). Si on considère seulement la Slovénie, le cas est encore plus flagrant puisqu'avec seulement 8 % de la population, elle produit à elle seule 25 % des exportations.

Alors que le pourcentage moyen et officiel de chômeurs (ce qui ne correspond pas à la réalité, mais les proportions d'une république à l'autre restent valables) était de 17 % en 1988 (selon "Universalia 1990"), avec des pointes de 57 % pour le Kosovo et de 18 % pour la seule Serbie sans ses provinces autonomes, il n'était que de 2 % pour la Slovénie et de 8 % pour la Croatie. Cette disparité des conditions d'emploi dans le même cadre national a évidemment apporté des fruits empoisonnés et rendu plus difficile l'union de tous les prolétaires face à une bourgeoisie qui a toujours su surmonter ses divisions lorsqu'elle devait agir contre les prolétaires en lutte.

La réforme économique commencée fin 88, mais réellement mise en place en 89, ne pouvait pas changer cet état de fait. Elle ne pouvait au contraire que rendre plus explosive la situation sociale et les rapports entre les différents clans aux contours nationaux de la bourgeoisie. C'est pour cela aussi que l'impérialisme baillonneur de fonds ne pouvait pas non plus accepter d'ouvrir sa bourse sans avoir la garanti que l'Etat soit à la mesure de ses responsabilités, à savoir celles de maintenir l'ordre social, la sécurité des institutions et de maîtriser les mouvements de lutte du prolétariat, par la répression ouverte et par les dérivatifs nationalistes ou par les illusions démocratiques. La libéralisation amorcée, signifiant notamment l'ouverture aux capitaux étrangers, ne peut donc s'exercer dans un Etat miné par les conflits sociaux ou nationaux. Belgrade, qui se pose comme **garant de l'unité nationale**, et grâce à l'armée (seule institution véritablement centralisée au niveau du commandement, mais aussi sous l'influence totale de la hiérarchie militaire majoritairement serbe) a dû montrer l'exemple, et ainsi donner des garanties à l'impérialisme, en écrasant la révolte des albanais en 89. Parmi toutes les républiques, ce rôle de ciment national, c'est la Serbie qui entend le jouer; elle n'a en effet aucun intérêt à se voir couper des deux plus riches républiques, et de se retrouver avec les seules républiques pauvres et socialement les plus problématiques sur les bras.

Il est donc évident à la seule lecture de ces chiffres indicatifs et à ces brèves explications de la situation économique en Yougoslavie, que la bourgeoisie de ces deux riches républiques de Slovénie et de Croatie a un intérêt substantiel, de son point de vue étroitement régionaliste, à se détacher des autres régions qui pèsent économiquement sans produire de plus-value en suffisance et qui socialement sont un danger manifeste à l'ordre.

Compte tenu de toute l'histoire mouvementée des nationalismes dans cette zone de l'Europe, où les grands ralliements politiques bourgeois et petits-bourgeois, mais aussi malheureusement ouvrier, se sont

trop souvent cristallisés autour des antagonismes d'ordre national, comptés tenu aujourd'hui du terrain fertile (absence de perspective de classe pour les prolétaires, désorientation des prolétaires d'autres pays de l'Est, comme les polonais, dont les luttes passées peuvent leur sembler n'avoir servi à rien et dont l'exemple vivant ne vient plus servir directement la cause des prolétaires de l'Est, etc.) pour la propagande bourgeoise nationaliste et démocratique, les prolétaires de Yougoslavie sont poussés à se mettre au service de leur bourgeoisie régionale pour défendre des intérêts de rapine purement bourgeois. Ce que cherche la bourgeoisie de chacun des camps armés, c'est de restreindre leur vision politique à une alternative pour les dévier de toute compréhension classiste de la nature bourgeoise de cette guerre civile: **être pour l'indépendance et donc la sécession ou pour la domination grand serbe.**

C'est de cette alternative totalement anti-ouvrière que les prolétaires doivent se détourner pour mettre en avant leur propre perspective: **celle de la lutte de classe de la défense de leurs conditions d'existence, de la lutte contre la guerre sur la base de l'antimilitarisme de classe et de la défense de la nécessité du parti de classe pour diriger leur lutte au-delà des objectifs immédiats et de l'internationalisme prolétarien.**

## LA REALPOLITIK DE L'IMPERIALISME

Lorsque fin juin, la Slovénie et la Croatie déclarent leur indépendance de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, la réaction de l'impérialisme est immédiate: il est hors de question que la Yougoslavie éclate en mille morceaux, car cela représente un risque trop important de déstabilisation de toute l'Europe centrale et par conséquent pour les équilibres en Europe de l'Ouest, et pour le règlement de la question russe. Les frontières de Yalta restent toujours la seule référence de l'impérialisme pour le maintien de l'ordre en Europe. Lorsqu'en avril les troupes fédérales se déploient dans le sud-ouest de la Croatie, l'impérialisme ne trouve donc rien à redire, sachant ce qui se trame.

Les Etats-Unis seront les premiers à réagir, James Backer, secrétaire d'Etat, déclarera le 24 juin que: *"Les Etats-Unis ne reconnaîtront pas la Slovénie en tant qu'Etat indépendant";* à Ante Markovic (premier ministre yougoslave), il déclarera que: *"La crise yougoslave concerne désormais tout le monde, et en particulier les pays membres de la CSCE, car elle menace sérieusement de déboucher sur des conflits internes qui secoueraient, non seulement toute la région, mais qui déstabiliseraient aussi l'Europe (...). Les Etats-Unis sont prêts à aider la Yougoslavie, à condition que la situation intérieure se normalise".*

Comme les Etats-Unis, l'Europe, mais avec plus de tergiversations, tant les intérêts particuliers de chacun des pays qui la composent ne s'accordent qu'avec difficulté, s'est prononcée pour le maintien de l'unité yougoslave et contre le sécessionisme des deux républiques de slovénie et croatie. Il n'y a semble-t-il guère que l'Autriche (et l'Allemagne que les serbes accusent dans leur propagande de téléguider l'Autriche vers la résurgence d'une grande Mitteleuropa) qui puissent être intéressées à une telle séparation, puisqu'avec son voisin germanique, elle ferait rapidement de ces deux nouveaux "pays", ses propres bastions pour se positionner encore mieux sur les marchés actuels et futurs de l'Est. L'UEO, quant à elle, après une réunion des ministres des affaires étrangères le 27 juin, déclarait *"regretter"* la proclamation d'indépendance des croates et slovénes.

L'Europe s'agit sur la question de l'intervention militaire en Yougoslavie pour rétablir l'ordre, se lamentant de n'en avoir pas encore les moyens, parle de la nécessité d'une force d'intervention rapide, et devant son actuelle impuissance veut s'en remettre aux casques bleus de l'ONU. La guerre contre l'Irak a montré la difficulté pour les pays impérialistes de l'Europe de définir une position commune, mais la guerre en Europe même ne fait qu'amplifier les oppositions d'intérêts entre les principales puissances, l'Allemagne, l'Autriche, la France, l'Angleterre et l'Italie.

La seule chose que la bourgeoisie ait réussi à faire, car contre la classe ouvrière leurs intérêts convergent, c'est, sur proposition de l'Italie secouée par la vague des réfugiés albanais, de créer une *"structure d'intervention rapide"* pour faire face aux afflux d'immigrés venant aujourd'hui des quatre points cardinaux, et dont la fonction serait d'assurer *"la répartition des immigrants"*, mais surtout d'organiser efficacement et *"humainement"* leur rapatriement.

L'ex-URSS, première sensibilisée par les répercussions que peut avoir l'éclatement de la Yougoslavie, s'est évidemment prononcée pour *"que la Yougoslavie*



garde son intégrité territoriale" (A. Bessmertnikh, ministre des Affaires étrangères, le 8 août). Du point de vue des disparités et de la complexité des questions nationales, de celui de la combativité de la classe ouvrière, la Yougoslavie est une sorte de miroir de poche du grand empire russe.

L'impérialisme s'inquiète des répercussions que peut avoir l'éclatement de la Yougoslavie sur l'ensemble des minorités nationales de l'Europe, à commencer par les problèmes d'exodes que poserait toute remise en question des limites nationales actuelles, par le réveil des questions pour l'instant étouffées, comme celle des minorités turques de Grèce, le partage de Chypre, par le rappel des transferts d'allemands pour le nouveau découpage d'après-guerre, par le risque de donner des idées plus précises aux slovaques de Tchécoslovaquie, par les effets sur la minorité hongroise de Roumanie ou sur celle de Slovaquie. L'Angleterre, quand elle pense aux croates, pense à l'Irlande du Nord, l'Espagne ne sent pas plus à l'aise et revendique aussi plutôt l'unité yougoslave. Plus graves encore sont les dangers soulevés par l'enchevêtrement inextricable des nationalités en ex-URSS, où l'explosion incontrôlée des irrédentismes nationaux serait catastrophique pour l'ordre impérialiste mondial que domine les grandes nations Occidentales.

Ce qui compte pour l'impérialisme c'est l'ordre et pouvoir faire circuler ses marchandises étendre sa domination sur le marché mondial, renforcer son influence sur les aires les plus étendues. Du seul point de vue pragmatique de la circulation des marchandises, mais n'est-ce pas là l'élément vital du capitalisme, la partition de la Yougoslavie qui donne un accès terrestre aux marchés de la Grèce, de la Turquie et du Moyen-Orient serait, pour le capital international, une entrave matérielle, économique et politique aberrante à la circulation des marchandises. Elle impliquerait non seulement la multiplication des zones tarifaires mais encore des difficultés insurmontables à moyen terme pour organiser un réseau routier et ferroviaire digne de ce nom et des exigences techniques actuelles afin de relier l'Est et l'Ouest méditerranéen.

Sans qu'elle soit forcément sans solution, une division de la Yougoslavie en une kyrielle de petits Etats indépendants mais peu solides financièrement par le seul fait qu'aucun n'a actuellement les réserves monétaires pour prétendre frapper sa propre monnaie et la faire reconnaître par la finance et le marché internationaux, pose le problème de la dette de la Yougoslavie qui s'élève à plus de 20 milliards de dollars. Qui paiera si le débiteur n'a plus d'existence juridique nationale, ou si le débiteur reste une Yougoslavie amputée de la moitié de ses ressources économiques par la séparation des deux républiques les plus riches et qui rapportent le plus de devises étrangères. La paye des ouvriers émigrés ne suffira pas à éponger la dette internationale! Les banquiers de l'Occident transpirent déjà à l'idée de s'entendre dire qu'il n'y a plus d'abonné au numéro qu'ils ont demandé.

D'un autre côté l'impérialisme ne veut pas que se crée de nouveaux pouvoirs centraux fortement appuyés sur l'armée et capables de faire valoir une orientation trop indépendante de ses directives. Il doit bien admettre que la solution de l'intervention militaire de l'armée fédérale est nécessaire pour amener les deux républiques à la table de négociation, mais il ne veut pas non plus que cette armée règle elle seule la question, en écartant la solution *"librement consentie"* d'un *"dialogue national"*, dans le respect de *"l'intégrité territoriale des républiques"*. L'impérialisme a moins de prise sur une solution 100 % militaire, renforçant le pouvoir de la Serbie grâce à sa capacité militaire bien plus grande que celle des deux républiques adverses. Il préfère la table de négociation autour de laquelle lui seront réservés de bonnes places et où il pourra jouer de toute son influence sachant agiter la carotte de l'aide financière et technique, ou brandir le bâton du tout-puissant, pour

renforcer son influence sur ce bout de l'Europe et pour empêcher que le brasier social ne s'étende plus loin. En quelque sorte, il fait confiance à la Serbie et à *"son"* armée fédérale pour maintenir l'ordre en Yougoslavie, surtout contre la classe ouvrière dont les poussées de lutte ses dernières années ont montré sa formidable vitalité, mais tente de lui faire enfilier le gant de velour de la démocratie pour rendre plus efficace son rôle prépondérant de maintien de l'ordre.

Face à la lutte du prolétariat, lorsqu'il se place sur son terrain de classe, l'impérialisme préfère de beaucoup une solution à la vénézuélienne, c'est-à-dire une solution où l'Etat démocratique peut envoyer l'armée tirer contre les prolétaires en révolte et laisser des centaines de cadavres dans la rue (mille morts en mars 1989, lors des émeutes de la faim). Les traces de tels massacres y sont plus ténues, car il suffit à la bourgeoisie d'invoquer la raison d'Etat, le nécessaire maintien de l'ordre démocratique et la défense des libertés et du droit, pour qu'elle justifie ses actes répressifs contre le prolétariat au nom même de ses grands principes des *"droits de l'homme"*. La démocratie s'absout elle-même de ses crimes les plus sanglants et lâches avec une facilité prodigieuse, et sans passer par aucun Nuremberg.

Pour l'impérialisme qui surveille de près la situation, tout est question de dosage. Après avoir encouragé, par son refus de soutenir les deux sécessionnistes, l'intervention de l'armée fédérale, il appelle hypocritement les parties belligérantes à un cessez-le-feu, menaçant finalement la Serbie de reconnaître tout de même la séparation de la Slovénie et de la Croatie si celle-ci ne met pas un terme à l'avance de ses milices et de l'armée fédérale qu'elle contrôle.

La suspension de l'aide financière de la communauté des douzes ne fait guère illusion. Ce qui compte dans cette période n'est pas de toucher de l'argent pour faire des routes, mais la puissance militaire que l'on peut aligner face à son ennemi. Or de ce côté là, et malgré le fait que l'armée yougoslave soit en grande partie composée de conscrits de toute origine, les Serbes y sont majoritaires et l'armée fédérale largement dominante sur terre, sur mer et dans les airs, débarrassée de ses cadres slovénes et croates, peut vivre sur ses réserves du moment! L'armée de relancer la propagande bourgeoise dans les rangs du prolétariat en montrant, vrai ou faux, qu'elle n'est pour rien dans la poursuite de la guerre, et en appelant encore les travailleurs à suivre à l'aveuglette l'étendard de la cause nationale!

L'acceptation par la Serbie du plan de paix des Douzes au début septembre, qui impliquait un cessez-le-feu en Croatie, la présence d'observateurs internationaux sur le terrain et la constitution d'une conférence internationale, fait partie du jeu de diplomatie qui sert de toile de fond à toutes les guerres bourgeoises et qui permet aux antagonistes de jouer sur tous les tableaux. Un cessez-le-feu est toujours un excellent moyen de poursuivre la guerre tant il est facile d'accuser son adversaire de rupture des accords, il est aussi pour la bourgeoisie un bon moyen de relancer la propagande bourgeoise dans les rangs du prolétariat en montrant, vrai ou faux, qu'elle n'est pour rien dans la poursuite de la guerre, et en appelant encore les travailleurs à suivre à l'aveuglette l'étendard de la cause nationale!

## LA CLASSE OUVRIERE DE YUGOSLAVIE DOIT ALLER A CONTRE COURANT DE LA VAGUE NATIONALISTE ET AFFIRMER SES PROPRES OBJECTIFS DE CLASSE

Face aux événements de Yougoslavie, l'attitude prise en général par les courants de gauche ou de l'extrême-gauche est de faire porter la responsabilité de la crise yougoslave non pas, à la base, sur l'existence d'un capitalisme dont la forme auto-gestionnaire ne le rendait pas plus puissant à affronter les affres du marché, mais sur l'incurie et le parasitisme d'une secte bureaucratique imposant sa dictature pour défendre ses

( Suite en page 8 )

# Yougoslavie

( Suite de la page 7 )

privileges et reléguant la démocratie auto-gestionnaire au rang de décor et d'artifice. Elle reproche ensuite au serbe Milosevic de s'être soumis sans honneur aux diktats du FMI et des puissances occidentales, et d'avoir ainsi fermé des mines (que peut-être nos braves démocrates auraient pu sauver économiquement en réformant l'autogestion!), d'avoir procédé à des dizaines de milliers de licenciements, et d'être à l'origine du chômage qui frappe en masse le prolétariat.

Vu de cette manière abstraite qui fait fi des rapports réels de classe et de production en Yougoslavie (comme dans le reste des ex-pays "socialistes"), l'alternative de l'opportunisme de gauche est de s'en remettre - et de pousser ainsi le prolétariat dans cette fausse voie - à la *"souveraineté des peuples"*, en accusant Milosevic d'avoir lancé ses troupes contre la Slovénie et la Croatie dans le seul but de protéger la bureaucratie de la *"mobilisation des travailleurs et des peuples"* (pour reprendre une expression dans le style du MPPT). Cela revient directement à s'aligner derrière les revendications d'indépendance de la bourgeoisie des républiques sécessionnistes. Pour laisser une trace superficielle de marxisme et se défendre par avance de toute accusation de suivismisme à l'égard de la bourgeoisie, l'opportunisme explique que la séparation est nécessaire à l'union libre sous une Yougoslavie démocratique et fédérale, mais ces justificatifs ne doivent tromper personne. Les effets d'une telle attitude sont bien de briser les capacités d'union de la classe ouvrière de Yougoslavie.

La défense du nationalisme slovène et croate est même placée sur le terrain de la ... lutte anti-impérialiste, grâce à une relation de cause à effet qui défie toute dialectique. L'impérialisme, mis à part les sympathies affichées par l'Allemagne et l'Autriche pour les républiques sécessionnistes, s'est largement prononcé contre la séparation de la Slovénie et de la Croatie, et, objectivement, s'est placé ainsi dans le camp de Belgrade, donc des serbes. La lutte nationaliste contre la "domination serbe" revêtirait donc, selon cette puissante "dialectique", un caractère de lutte contre l'impérialisme!

De telles théories sont malheureusement véhiculées et montrent que ceux qui se réclament encore d'un "idéal socialiste" pour ne pas dire plus, **sont congénitalement incapables de choisir autre chose qu'un camp bourgeois plutôt qu'un autre**. Leur seul souci a toujours été, et est une fois de plus, de choisir le plus démocratique ou "progressiste" des deux camps en présence.

Quel avantage le prolétaire slovène ou croate peut-il retirer de son indépendance, sinon le **vain espoir** de pouvoir mieux bénéficier des miettes de la prospérité de sa nouvelle république, de ne plus avoir à les partager, ou courir le risque de les partager, avec son frère de classe monténégrin, bosniaque, albanais, macédonien ou serbe! Cet avantage-là ne justifie pas l'exercice du droit à l'autodétermination aux yeux des marxistes véritables. Au lieu d'unifier les rangs ouvriers et de faire tomber les barrières de méfiance, il ne fait qu'accroître les divisions et miner le terrain de l'union des luttes des prolétaires, toutes catégories nationales et ethniques confondues. En s'isolant du reste de la classe ouvrière de Yougoslavie, au nom de l'indépendance de leur république, les prolétaires des républiques sécessionnistes se condamneraient à l'impuissance face à leur propre bourgeoisie **qui ne manquera pas de leur faire payer leur docilité une fois son objectif d'indépendance atteint**.

Les prolétaires des autres républiques n'ont aucun intérêt du point de vue de leur unité de classe à revendiquer la séparation des républiques de l'Ouest, mais ils n'ont pas non plus intérêt à s'aligner derrière la bourgeoisie serbe qui veut maintenir un pouvoir central fort et une unité d'Etat comme condition à la "restructuration" du capitalisme national yougoslave, sous le prétexte que l'unité nationale bourgeoise leur serait plus favorable.

L'unité de la classe ouvrière est un principe inflexible pour lequel doivent se battre les prolétaires de Yougoslavie. Cette unité doit se forger dans la lutte de classe contre la pression exercée sur eux dans les entreprises, où il leur est demandé des sacrifices de guerre, d'où ils sont licenciés, dans les quartiers, où est ouverte la chasse à l'"oustachi" ou au "tchetnik", dans l'armée enfin où les jeunes prolétaires sont écrasés par la discipline militaire pour les faire avancer sur le front des combats contre leurs frères de classe. Cette unité, cette cohésion face à l'ennemi de classe, la bourgeoisie, le prolétariat de Yougoslavie était pourtant en situation matérielle de la construire.

De 1986 à 1989, les grèves avaient mis en mouvement les prolétaires indistinctement sur tout le territoire yougoslave, et avaient constitué un terrain fertile pour l'unification des luttes et la cohésion des prolétaires en

un seul bloc, indépendamment de l'appartenance à telle ou telle ethnie. En 86, selon les sources officielles, les grèves avaient été au nombre de 851, pour passer à 1570 en 87, et en 88 le nombre de grévistes avait encore augmenté atteignant 365000 personnes, en 1989 il y eut encore 2000 grèves. Mais comme nous l'expliquions dans "le prolétaire" no 401 (mai/juin 89), la bourgeoisie a su canaliser la lutte vers le nationalisme et interrompre ainsi le mouvement par lequel les prolétaires avançaient leurs revendications de classe (lutte contre les licenciements et pour des augmentations de salaire) capable d'unir leurs rangs non seulement par dessus les limites d'entreprises mais aussi **par dessus les frontières régionales**.

Les premiers à avoir utilisé l'argument de l'oppression nationale pour dévier une lutte ouvrière en plein essor, se sont les bourgeois serbes. Ils se sont présentés comme les premières victimes du nationalisme des autres républiques (celles de Croatie en particulier, mais aussi du Kosovo), en déclarant que les importantes minorités serbes des autres républiques ne jouissaient pas de la même reconnaissance et de la même autonomie que les minorités non serbes présentent en Serbie. Il était dans ce petit jeu très facile pour Milosevic et son équipe de dignitaires du régime de faire remonter en surface le spectre des Oustachis, alliés au fascisme et massacreurs des résistants serbes durant la dernière guerre mondiale.

Le prolétariat n'a pas donné de signes de résistance à la vague nationaliste et a brutalement disparu comme classe agissant indépendamment.

Les conditions de la guerre civile, vont encore aggraver ses conditions de vie; c'est au rationnement des denrées les plus élémentaires et à tous les autres sacrifices d'une économie de guerre qu'il sera très vite confronté. Les jeunes prolétaires sont déjà confrontés à l'enrôlement militaire et au combat contre la "nation adverse", leurs parents déjà confronté à la perte de leur fils. Les mères de Bosnie-Herzégovine, en manifestant fin août à Belgrade ont montré le chemin sur lequel les prolétaires devaient s'engager aujourd'hui. Pas dans celui des illusions nationalistes et démocratiques, mais **dans celui d'une lutte classiste contre les sacrifices de guerre, contre l'embrigadement nationaliste, contre la division de ces rangs, contre la guerre bourgeoise que se livrent les républiques antagonistes**.

Dans cette direction, l'absence de toute influence du parti révolutionnaire de classe sur les prolétaires de Yougoslavie ne leur permet pas de dépasser les limites d'une lutte à caractère immédiat contre la guerre et contre leurs conditions d'existence. Mais ce n'est pas pour autant que l'orientation de cette lutte qu'ils doivent mener est indifférente. Si, passés les premiers moments de désorientation, les prolétaires renouaient avec la lutte de classe contre leur bourgeoisie, cela ne leur donnera pas les garanties de ne pas tomber dans de nouveaux pièges et dérivatifs démocratiques; mais leur cohésion, leur détermination, leur unité et surtout l'organisation qu'ils pourraient acquérir dans la lutte, les protégerait au moins contre la répression de la bourgeoisie oubliant ses divisions les plus profondes.

De l'orientation que prennent les luttes ouvrières aujourd'hui, même dans les limites de la lutte immédiate, dépend la capacité de la classe à briser les illusions d'une quelconque possibilité de transformer ses conditions d'esclavage du capital ou d'aboutir à une société sans exploitation, sans injustice, sans insécurité matérielle et sociale, en faisant l'économie de la voie révolutionnaire, en se passant d'un parti de classe unique, international et dirigeant de la révolution, en évitant la phase transitoire vers le socialisme de la dictature de classe.

Les illusions démocratiques et nationalistes ont la peau dure, mais **elles finiront par tomber**, car leurs promesses d'un monde meilleur ne peuvent pas être tenues par le capital qui n'a qu'exploitation, concurrence, antagonisme et guerre à offrir.

En Pologne se sont les illusions démocratiques qui ont servi de dérivatif aux grandes grèves du début des années 80. Aujourd'hui les ouvriers polonais subissent les sacrifices de la restructuration (qui en est encore à ses débuts), sans pouvoir réagir comme ils le devraient pour se défendre contre les licenciements, les baisses de salaire, la dégradation des conditions sociales d'existence. Mais ils ont compris dans quelle impasse les avaient mené les démocrates de tous bords qui s'étaient appuyés sur leur mouvement pour porter en avant leurs objectifs bourgeois de réforme du capitalisme national.

Dans un article de la revue "Programme communiste" ("La signification de la tentative avortée d'ouverture démocratique en Pologne"), nous avons conclu en expliquant que : *"Pour retrouver confiance dans le programme de classe, les prolétaires polonais ont besoin d'identifier leurs intérêts à une telle lutte* (nous émettions la nécessité d'une lutte de classe dans les pays occidentaux "modèles" de la démocratie aux yeux des ouvriers polonais, NDRL) *où soit manifeste l'influence du parti communiste révolutionnaire et internationaliste qui lui donne force et efficacité. Cela les*

*aiderait grandement à se convaincre que le parti communiste et la dictature du prolétariat peuvent être autre chose que les instruments de leur oppression de classe, le socialisme autre chose que leur exploitation bestiale, l'internationalisme prolétarien autre chose que le drapeau sous lequel se cache l'impérialisme russe, bref pour qu'ils retrouvent dans le marxisme l'arme de l'émancipation de la classe ouvrière"*.

Ce que nous disions pour les ouvriers polonais après le coup d'Etat des militaires en 81, vaut toujours pour les prolétaires yougoslaves. Quelle était la situation en Pologne après les grandes grèves de 80 qui avaient permis à la classe ouvrière d'imposer sa force de classe pour faire aboutir ses revendications et son organisation indépendante du pouvoir d'alors? La lutte prolétarienne n'avait pas pu aller au-delà de certaines limites politiques, faute d'une claire vision de ses intérêts généraux et de la présence et influence d'un parti de classe seul capable de la guider dans le sens de ces intérêts. Elle s'était heurtée aux illusions démocratiques qui avaient servi à la canaliser vers le rétablissement de l'autorité de l'Etat, militairement d'abord puis sous la forme parlementaire.

Pour les prolétaires de Yougoslavie, comme pour ceux de tous les pays ex-"socialistes", l'attitude du prolétariat de l'Ouest est fondamentale. Si la lutte de classe de ce côté de l'Europe pouvait renaître de ses cendres historiques, donc si les prolétaires pouvaient se démarquer en toute clarté des chimères et illusions démocratiques, la classe ouvrière de l'Est pourraient faire des pas en avant gigantesques en se libérant elle aussi beaucoup plus vite et facilement de l'influence démocratique.

En Yougoslavie la démocratie s'est fait porteuse de la revendication nationaliste; c'est au nom du droit à tous les peuples de se séparer librement de l'entité nationale

## L'impérialisme complice de la répression contre les kurdes de Turquie et d'Irak

Pendant que l'impérialisme joue les gros bras contre Saddam, se flatte d'être le protecteur des kurdes contre l'armée irakienne, affiche dans tous les médias à sa botte son "aide humanitaire" aux réfugiés, et se targue de faire plier le petit "Hitler du Moyen-Orient" devant les sacro-saints "droits de l'homme", l'armée turque, certaine de ne pas être sous les feux de la rampe, a lancé au début de l'année une vaste offensive contre ceux que l'Etat appelle officiellement les "turcs des montagnes" pour ne pas avoir à prononcer le terme maudit de "kurdes".

Les médias démocratiques ont largement passé sous silence cette campagne meurtrière contre les populations kurdes, s'associant ainsi plus directement encore à cette répression. Cette offensive de l'armée turque a été rendue possible grâce à la complicité des forces "alliées" en présence dans cette zone de la Turquie et par l'approbation des gouvernements occidentaux, soucieux eux aussi de mater tout mouvement kurde dans cette région explosive du point de vue social et dont les répercussions se feraient sentir dans tout le Moyen-Orient.

Lors de l'exode des populations kurdes d'Irak, l'armée turque et les armées alliées s'étaient déjà partagées le travail pour empêcher toute implantation des réfugiés kurdes en Turquie. Les turcs tiraient sur les réfugiés tentant de couper le cordon militaire, tandis que les "alliés", grâce à leurs parachutages de vivres et l'organisation des camps, tentaient de fixer les kurdes là où ils étaient dans la montagne.

Cette complicité continue d'exister contre les kurdes de Turquie. Pendant que les militaires "alliés" s'agitent pour montrer leur humanisme, les militaires turcs peuvent faire le sale boulot à l'abri des regards.

C'est au mois d'août que l'intervention de l'armée turque a connu son paroxysme. Le gouvernement turc a justifié son intervention en parlant "d'opération de nettoyage" contre "600 à 700 brigands", c'est-à-dire contre le PKK accusé de profiter de l'absence de pouvoir au nord de l'Irak, pour renforcer son influence.

L'armée turque a poursuivi son action de "nettoyage" jusqu'en Irak et a proclamé "zone tampon", une bande de 5 km à l'intérieur des frontières irakiennes dans laquelle elle peut intervenir de sa propre initiative et exercer ses représailles. Mesut Yilmaz, premier ministre turc, a déclaré que "ordre a été donné d'ouvrir le feu" contre "toute personne pénétrant sans autorisation dans cette zone".

Derrière la justification de mener une guerre contre les "terroristes", l'Etat cherche en réalité à terroriser les masses kurdes. "Le Monde" du 9 août explique que : "Les premières victimes connues de l'expédition punitive turque sont d'ailleurs des réfugiés kurdes irakiens, dont une dizaine ont été tués au cours des bombardements qui ont, entre autres, visé les camps de réfugiés

qui les intègre, que la bourgeoisie des fédérations séparatistes tente de rallier les masses prolétariennes, alors que la bourgeoisie serbe, dont les intérêts sont plus liés au maintien d'une structure d'Etat yougoslave forte et centralisée, avance le maintien de l'unité nationale et de la lutte contre le fascisme croate.

Dans un cas comme dans l'autre, en Pologne ou en Yougoslavie, les prolétaires qui ont montré leur détermination dans leurs luttes immédiates contre les licenciements et la vie chère, se trouvent impuissants ensuite face à l'absence de perspectives purement classistes de leurs luttes, et avec comme seul guide les discours nationalistes de leur bourgeoisie.

Nous ne pouvons espérer que les réactions d'unité de la classe ouvrière en Yougoslavie seront plus fortes que le poids des haines chauvines et racistes et que les réactions à la dégradation des conditions de vie lui permettront de se réaffirmer comme force de classe distincte de la bourgeoisie et petite-bourgeoisie nationaliste.

Face aux luttes ouvrières, comme toute l'histoire de la classe nous l'a montré, la bourgeoisie surmonte toutes ses divergences et conflits internes pour ne présenter qu'un seul front de guerre contre le prolétariat. La classe ouvrière de Yougoslavie ne doit pas oublier cette leçon de l'histoire, elle doit revenir sur la chemin de la lutte de classe que sa bourgeoisie tente de lui faire quitter.

28 septembre 1991

(1) L'"Union de l'Europe occidentale", c'est-à-dire l'organisation militaire de l'Europe que la bourgeoisie tente de réveiller un peu depuis la chute du mur de Berlin, et avec elle la remise en question des grandes lignes stratégiques des rapports militaires entre l'Est et l'Ouest et le nécessaire repositionnement de l'OTAN.

près de Khera Zouk, dans la province irakienne d'Erbil. Les chasseurs turcs ont effectués au total 92 sorties contre les positions des peshmargas du Durji..."

H. Otto, un membre officiel du Haut Commissariat au Réfugiés de l'ONU, déclarera après les bombardements que "Nous étions en opération dans cette région depuis de nombreux mois et nous connaissions ces deux vallées comme parfaitement tranquilles. Je peux affirmer catégoriquement que le village de Khera Zouk regroupait seulement des civils kurdes d'Irak" ("Financial Times" du 14 août 1991).

Cette intervention meurtrière est dans la droite ligne de la pression terroriste sur les kurdes dans cette région qu'exerce Ankara en accord avec Bagdad. Il existe en effet entre les soit-disants "ennemis" turcs et irakiens, un accord daté du 14 octobre 1984, permettant aux deux armées nationales respectives de poursuivre toute action armée contre les kurdes sur le territoire du voisin.

Les armées de l'impérialisme se vantaient de faire respecter les "droits" de la population kurde en la protégeant contre les offensives de la garde nationale irakienne de Saddam. Mais face aux assauts aussi violents de l'armée turque, l'impérialisme fait semblant de ne rien voir et applique avec cynisme la maxime "à chacun son boulot". Entre les deux groupes de la population kurde, de Turquie et d'Irak, l'impérialisme voulait creuser un fossé. Il empêcha donc qu'ils se mélangent sur le territoire turc à la faveur de la fuite des kurdes face à l'avancée militaire des troupes de Saddam. L'armée turque n'a finalement fait que d'élargir ce fossé en créant cette "zone tampon", fortement inspirée des "free fire zones" ("zones de feu libre", c'est-à-dire zone où l'on tire sur tout ce qui bouge!), instaurées au Vietnam par les Etats-Unis.

Les kurdes d'Irak ont été l'objet des manoeuvres de l'impérialisme dans l'intérêt de son ordre bourgeois dans la région; quant aux masses kurdes de Turquie elles ne se sont pas fait des illusions sur les gestes "humanitaires" de l'impérialisme. Elles savaient que l'appui donné par Ankara aux américains et européens à la guerre contre l'Irak, serait largement compensé par le champ libre qui serait octroyé à la Turquie pour lancer une offensive contre eux. Les dirigeants des organisations politiques kurdes, habitués à se tourner d'où semble venir le vent, ont par contre largement applaudi aux manoeuvres de l'impérialisme lorsque celui-ci exploitait politiquement la détresse des populations kurdes pour masquer les buts réels de sa présence et de son intervention militaire dans la région.

Villages rasés, civils torturés et assassinés, tirs meurtriers contre les 20000 manifestants venus participer, à Diyarbakir, aux funérailles d'un responsable politique kurde, voilà le bilan provisoire de cette "opération de nettoyage" que les démocrates d'ici ont camouflé.



# TROUPES FRANCAISES ET BELGES HORS DU ZAIRE !

( Suite de la page 1 )

s'inquiètent d'une situation qui y devient de plus en plus incontrôlable. Le régime de Mobutu a été lâché par nombre de ses parrains qui lui reprochent son incapacité à enrayer la détérioration de la situation. La Belgique, l'ancien colonisateur, a pratiquement rompu ses relations d'Etat à Etat avec le Zaïre - ce qui n'empêche pas le maintien de fructueuses relations d'affaires: ainsi cet été une banque belge a racheté une banque zaïroise en réalisant au passage, selon les opposants zaïrois, un bénéfice d'un milliard de dollars grâce à la sous-estimation volontaire par les autorités du patrimoine de la Banque Zaïroise du Commerce Extérieur. Début septembre le FMI annonçait l'arrêt de tout crédit au Zaïre pour cause de non-remboursement des prêts. Quelques jours plus tard les Etats-Unis suspendaient leur aide à cause des "violations des droits de l'homme" bien sûr, mais surtout de "l'absence d'un programme économique cohérent" - donc à cause des violations bien plus graves des **droits du business**. Pour compléter ce tableau rapide des pressions effectuées par l'impérialisme ces derniers jours pour pousser aux changements politiques, il faut mentionner le coup de pied de l'âne: une déclaration de ce "machin" qui s'appelle Parlement Européen, condamnant la corruption du régime Zaïrois et soutenant l'opposition.

Le gouvernement de Mobutu a répondu en

avertissant qu'une déstabilisation du Zaïre serait catastrophique. Finalement l'intervention militaire, après la mutinerie d'un régiment entraîné et encadré par les conseillers militaires français, marque la volonté impérialiste de mettre un coup d'arrêt à la désagrégation économique-sociale et de dicter à Mobutu les changements nécessaires. Depuis de longs mois, en fait depuis la vague d'agitation sociale qui a touché la pays il y a plus d'un an, Mobutu avait été forcée d'accepter la mise en place d'une "table ronde" comme l'impérialisme français en a mis en place dans d'autres pays. Il s'agit d'un processus d'entente avec l'opposition dans le but de mettre en place un processus de "démocratisation" qui joue le rôle de *souape de sécurité* face à l'accumulation des tensions sociales. Dans le cas zaïrois, le processus a fait long feu en raison des réticences du clan Mobutu à passer la main comme en raison du manque d'assise populaire des politiciens discrédités de l'opposition. L'absence totale de l'opposition lors des dernières émeutes en dit long sur les difficultés à mettre en place une alternative crédible aux yeux des masses. Ces derniers temps l'opposition avait toujours refusé d'organiser des manifestations par peur de la population...

Au cours de l'été des grèves sauvages dans les mines de cuivre et parmi les cheminots ont sérieusement perturbé l'exportation de la principale richesse zaïroise. Début septembre, un

doublément des prix de l'essence, des augmentations de 150% du prix du pain, de 350% du prix des transports, etc., entraînait une nouvelle grève générale des fonctionnaires; comme lors de la précédente grève des fonctionnaires il y a un an, des manifestations avaient lieu avec érection de barricades, affrontements avec la police, pillage des magasins. La répression policière aurait fait de 3 à 20 morts. Le 23 septembre, des soldats qui n'avaient pas touché leur solde se mutinaient et après s'être armés commençaient les pillages aussitôt imités par la population. Les manifestants ont aussi saccagé les locaux du parti au pouvoir. Les pillages et les émeutes se sont étendus au reste du pays. A Lubumbashi les locaux de la direction de la société minière ont été saccagés par les travailleurs. Le nombre de victimes de la répression brutale qui a suivi nous est inconnu, mais il est très probablement supérieur aux plus de cent morts avoués officiellement.

Un accord a miraculeusement été trouvé pour former un gouvernement d'union nationale: l'opposition ne pouvait évidemment tenir rigueur à Mobutu de cette répression sanglante. Quant à notre très humanitaire gouvernement français il estime que le maintien de Mobutu à la présidence est un gage de "stabilité" pendant la phase de transition qui s'ouvre... Et de "stabilité" - entendez mitraille à volonté sur les "auteurs de trouble" - l'ordre impérialiste en aura bien besoin, étant donné qu'on ne peut accuser Mobutu d'être responsable de la crise économique capitaliste mondiale qui est la véritable cause des difficultés du pays.

Le rôle des prolétaires dans les pays impérialistes, et au premier chef de France et de Belgique, est bien sûr de condamner sans hési-

tation les agissements de "leur" bourgeoisie, sans se laisser prendre au piège de la solidarité avec leurs compatriotes "innocents", menacés par des hordes de pillards. La solidarité des prolétaires ne doit pas aller à ceux qui ont le même passeport, mais essentiellement aux prolétaires et aux masses opprimées de tous les pays. Les expatriés qui servent de prétexte à l'intervention militaire sont pour la plus grande partie des agents ou des profiteurs de l'impérialisme qui est le premier responsable des malheurs des masses déshéritées.

La solidarité réelle avec les exploités des pays dits "sous-développés" est la lutte contre l'impérialisme qui les tient dans ses griffes - et non les campagnes de charité humanitaire ni même les manifestations "contre la dette", qui sont au mieux impuissantes, et au pire servent souvent à camoufler les responsabilités directes de "notre" bourgeoisie. Et la lutte contre l'impérialisme, contre le militarisme, ne prend son sens véritable, n'est efficace que si elle s'inscrit dans la lutte de classe anti-capitaliste.

La reprise de la lutte de classe anti-capitaliste par les classes ouvrières des métropoles impérialistes desserrera l'étau qui écrase les masses prolétariennes des pays dominés, les aidera à développer leur propres luttes de classe, elle donnera les conditions de l'union internationale du prolétariat et renforcera ainsi la lutte commune contre le capitalisme mondial.

**TROUPES FRANCAISES ET BELGES HORS  
DU ZAIRE !**

**IMPERIALISME FRANCAIS HORS  
D'AFRIQUE!**

**SOLIDARITE AVEC LES PROLETAIRES ET  
LES EXPLOITES DU MONDE ENTIER !**

## NOUVELLES DES LUTTES OUVRIERES DANS LE MONDE

### CHILI

Plusieurs grandes grèves se sont déroulées cet été dans les mines de cuivre, la principale ressource du Chili. Les grèves avaient été interdites dans ce secteur pendant 17 ans par Pinochet. Le 26 juin les 10.000 mineurs de la mine de Chuquicamata - la plus importante mine de cuivre du monde, avec la moitié de la production chilienne de cuivre et 6% de la production mondiale - votent à plus de 80% pour la grève, qui commence le 1er juillet. Elle durera 15 jours et finalement les grévistes devront reprendre le travail sans avoir obtenu les 10% d'augmentation de salaire demandés. Ils ont cependant obtenu une prime de reprise du travail de presque 1 mois de salaire (930 \$; le salaire moyen tourne autour de 1000 \$, 3 fois le salaire moyen dans l'industrie) et une augmentation des congés payés à 25 jours par an, ainsi qu'un intéressement aux résultats de la mine. Le premier août c'était au tour des 5600 mineurs de El Teniente de se lancer dans la grève pour des revendications d'augmentation de salaire similaires. A la mi-août la direction de la Codelco, la compagnie d'Etat qui possède les mines de cuivre, comptant sur l'épuisement des forces des grévistes essayait de faire reprendre le travail sur les mêmes bases qu'à Chuquicamata. Mais les mineurs avaient encore la force de repousser cet accord, signé avec la direction par 7 syndicats sur 8, et de voter la poursuite du mouvement. Nous ne connaissons pas la suite des événements; la direction assurait avoir des stocks suffisants pour tenir deux mois, alors que les mineurs semblaient dépourvus de caisse de grève. Le gouvernement se refusait à intervenir, mais rappelait que, comme par hasard, la loi démocratique interdit les grèves qui durent plus de deux mois...

Le problème que les mineurs, comme les autres travailleurs partout dans le monde devront résoudre, est celui de se doter d'une véritable organisation de lutte de classe, indépendante de la bourgeoisie. La Fédération des Travailleurs du Cuivre, le principal syndicat, a une direction appartenant au parti démocrate-chrétien au pouvoir.

### PEROU

A la mi-juin une grève générale des mineurs était lancée pour protester contre la dégradation des conditions de vie et de travail et contre les licenciements (5000 mineurs ont perdu leur emploi). Le gouvernement décrétait aussitôt la grève illégale. A la mine de Casapalca un dirigeant de la grève était assassiné. Dans son appel à la grève

le syndicat demandait aussi l'abolition de la dette et le rejet de l'accord anti-drogue avec les USA, au nom de la défense de l'indépendance nationale. Il est douteux que ces revendications soient réellement de nature à mobiliser les travailleurs et peut-être ont-elles joué aussi un rôle dans l'échec du mouvement, le gouvernement et la direction s'en étant servi pour attaquer l'appel à la grève.

Pendant tout le mois de juin des grèves ont éclaté ou ont continué parmi la Fonction publique.

### AFRIQUE DU SUD

Le premier août le syndicat des mineurs, le NUM signait un accord avec le patronat; en fait il s'agit d'une série d'accords, le NUM ayant renoncé à chercher un accord national cette année à cause de "la mauvaise condition des entreprises", laissant donc les travailleurs isolés dans leurs mines respectives; il a également renoncé à demander des hausses substantielles de salaire (en moyenne des hausses de 6% alors que l'inflation est de 15%) et s'est contenté de quelques droits syndicaux comme le "droit d'accès raisonnable des syndicalistes dans les mines"! Des grèves ont quand même eu lieu, comme à Rustenburg, où une attaque de briseurs de grève a fait 8 morts selon la direction de la mine à la mi-août.

### CANADA

Les employés de la Fonction publique sont entrés en lutte contre le gel des salaires décrété par le gouvernement pour 1991 et des augmentations de 3% en 1992 et 1993. 45000 postiers se sont lancés dans des grèves tournantes; il y a eu des affrontements avec des services privés de transport du courrier mis en place par les PTT pour casser la grève. 100.000 autres travailleurs sont également entrés en action, notamment dans les douanes, les dockers, le contrôle aérien, etc. La direction de "l'Alliance du service public" a accusé le gouvernement de rechercher la confrontation, ce qui est évidemment le crime suprême aux yeux des bonzes.

### BULGARIE

Le 13 août 21000 mineurs entraient en grève; certains commençaient une grève de la faim dans une mine de plomb: les revendications portaient sur les salaires mais également sur l'emploi. On comptait à cette époque 300.000 chômeurs et le chiffre de 500.000 était prévu pour la fin de l'année, soit un taux de chômage supérieur à 10%.

### PHILIPPINES

Selon un rapport d'Amnesty International, la répression contre les militants ouvriers a causé plus de 300 morts (qualifiées d'exécutions "extra-judiciaires"), près de 100 "disparitions", et des centaines d'arrestations et d'emprisonnements arbitraires. Les forces dites "para-militaires" ont déclenché une répression à vaste échelle contre la "subversion", tandis qu'officiellement le gouvernement Aquino entend conserver son image démocratique.

### " BILAN D'UNE REVOLUTION "

Dans le cadre de notre série "Les textes du Parti Communiste International", une nouvelle brochure est disponible: "**BILAN D'UNE REVOLUTION**".

C'est la ré-édition d'un travail paru en 1968, comme numéro spécial de "programme communiste", qui entendait répondre à l'hypocrisie de la célébration du 50ème anniversaire de la révolution d'Octobre par les négats qui avaient usurpé le nom de communistes. Le texte fait justice de toutes les déformations sous lesquelles, tant les adversaires déclarés que les prétendus continuateurs des bolchéviks ensevelissent la révolution. Contre les affirmations ou les incompréhensions bourgeoises, opportunistes, anarchistes, trotskistes ou autres, "**BILAN D'UNE REVOLUTION**" rappelle les enseignements fondamentaux d'Octobre: la nécessité de la violence, de la terreur contre les anciennes classes dominantes, du parti communiste et de la dictature du prolétariat pour combattre et vaincre le capitalisme.

Il s'attache à mettre en évidence les causes de la dégénérescence et de la chute finale de la révolution d'Octobre devant la contre-révolution dite stalinienne. Elles ne résident pas dans le manque de démocratie en Russie ou dans le parti bolchévik, ainsi que le clameront des générations de déformateurs du marxisme. Les causes de la défaite résident avant tout dans une situation où, ultra minoritaire, le parti bolchévik devait se maintenir au pouvoir en s'épuisant à contrôler l'irrésistible poussée du capitalisme naissant en Russie, qu'il fallait orienter vers un capitalisme d'Etat, tout en attendant son salut de la révolution internationale. La contre-révolution était accomplie lorsque les nouvelles forces qui dirigeaient le parti et l'Etat se sentirent assez sûres d'elles-mêmes pour déclarer ouvertement l'abandon de la révolution internationale avec la formule du "socialisme dans un seul pays": la voie était libre pour imposer au prolétariat et à la paysannerie les souffrances de

### SOUSCRIPTION POUR LA PRESSE

Pour mener notre combat contre la société capitaliste, nous devons faire un effort important au niveau de la propagande et de l'agitation. Pour cela nous devons développer et renforcer notre presse, pivot central de notre activité militante, ainsi que faire un travail de republication de textes épuisés du parti, tel aujourd'hui "**Bilan d'une révolution**". Pour cela, toi qui lis notre presse et partages les mêmes certitudes que nous, tu peux participer à cet effort pour la défendre des positions communistes, en souscrivant pour affirmer ton soutien et en t'abonnant à nos périodiques, "**le prolétaire**", "**programme communiste**", "**il comunista**", "**el programa comunista**".

l'accumulation forcée du capital grâce à la répression et à la terreur à grande échelle de la période stalinienne.

Dans la ligne de tout notre travail de parti, "**BILAN D'UNE REVOLUTION**" analyse l'évolution économique de la Russie depuis octobre 17 pour démontrer qu'il ne s'est jamais agi d'autre chose que d'une économie capitaliste.

Aujourd'hui, alors que les petits-fils de Staline clament à tous les échos la faillite du communisme et l'absurdité de la révolution d'Octobre, "**BILAN D'UNE REVOLUTION**" est encore plus important qu'hier pour préserver les chances de la révolution internationale future.

### " BILAN D'UNE REVOLUTION "

Commande aux "*Editions Programme*"  
50,- FF (plus frais de port)

SUR LA QUESTION Russe

## BILAN D'UNE REVOLUTION

LES GRANDES LECONS D'OCTOBRE 1917  
LES FAUSSES LECONS DE LA CONTRE-  
REVOLUTION DE RUSSIE  
L'ECONOMIE Russe DE LA REVOLUTION  
ANOS JOURS

EDITIONS PROGRAMME  
TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

# LA SIGNIFICATION DE CLASSE DE LA LUTTE CONTRE LE CONTROLE DE L'IMMIGRATION ET POUR L'EGALITE TOTALE DES DROITS ENTRE TRAVAILLEURS FRANCAIS ET IMMIGRES

Depuis la parution du dernier numéro du Prolétaire, le renforcement des attaques contre les prolétaires immigrés se poursuit avec même une ampleur que nous n'avions pas prévue, mais dont la cause est à rechercher dans la montée irrésistible du chômage qui pousse gouvernement et politiciens de tous bords à accroître les divisions au sein de la classe ouvrière, et à faire des étrangers les bouc-émissaires des difficultés économiques. Les déclarations fracassantes de Cresson sur les charters d'immigrés ont peut-être fait capoter de petites manoeuvres politiques de l'Elysée; mais elles répondent à ce besoin pour les bourgeois d'allumer préventivement des contre-feux à la colère ouvrière. L'idée des charters, empruntée par Cresson à Pasqua, a été reprise par le gouvernement allemand, puis mise en pratique par le gouvernement italien vis-à-vis des albanais et par le gouvernement libyen vis-à-vis des travailleurs immigrés africains: la bourgeoisie manque d'imagination. Les propos de Giscard sur "l'invasion" des étrangers, et pour un changement du code de la nationalité sont allés plus loin que ceux de ses concurrents; mais ce qui est important c'est de comprendre que ces deux thèmes ne sont pas près de quitter le devant de la scène car ils peuvent à merveille flatter les préjugés racistes et chauvins.

Mais comme d'un autre côté l'économie a besoin de main d'oeuvre peu qualifiée et peu payée, les propositions d'instituer des quotas d'immigration ont commencé à fleurir.

Contre toutes ces propositions et ces propos anti-ouvriers, il importe de rappeler la nécessité fondamentale de la lutte contre le contrôle de l'immigration et pour l'union entre les travailleurs par delà les divisions de nationalité: c'est dans ce but que nous publions ci-dessous un extrait de notre brochure "Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration".

## La signification de classe de la lutte contre le contrôle de l'immigration et pour l'égalité totale des droits entre travailleurs français et immigrés

Le principal atout de la bourgeoisie dans sa lutte contre la classe ouvrière, c'est en effet la **division des rangs ouvriers**, phénomène qui s'appuie sur tout l'ensemble de discriminations sociales, juridiques, et politiques introduites par la bourgeoisie entre les catégories ouvrières, et qui s'aggrave du fait de la tradition de supériorité colonialiste et raciste enracinée dans de larges couches du prolétariat autochtone ainsi que les ressentiments suscités chez les prolétaires originaires des pays autrefois dominés par la politique chauvine et pro-impérialiste des partis soi-disant "ouvriers".

En effet, dans les pays impérialistes, une collaboration de classe étendue sur plusieurs décennies, et en particulier l'alignement ouvert de la social-démocratie et du stalinisme aux côtés des puissances impérialistes contre les révoltes nationales des pays d'Asie et d'Afrique, a creusé un véritable abîme au sein de la classe ouvrière.

La défense intransigeante du prolétariat immigré, l'appel inlassable à la solidarité de classe des prolétaires autochtones -fussent-ils, au début des franges limitées-, enfin la lutte la plus résolue contre la domination impérialiste sont des conditions indispensables pour briser tous les obstacles, divisions et méfiances, qui s'opposent à la constitution d'une force de classe unie et autonome contre la bourgeoisie.

### POUR L'UNIFICATION DE LA CLASSE OUVRIERE INTERNATIONALE

Le noeud de la question est la lutte **contre le contrôle de l'immigration**, source principale de l'oppression insupportable pesant sur la partie immigrée de la classe ouvrière. La lutte pour **l'égalité totale des droits** -sociaux, syndicaux, politiques- entre travailleurs lui est indissolublement liée.

Il en découle la nécessité de lutter contre toutes les restrictions mises à la liberté de circulation des travailleurs, contre tout statut spécial de l'immigration, et, pour l'abrogation de toutes les mesures discriminatoires et répressives en matière d'entrée, de séjour, de travail, de logement, etc., pour le renouvellement automatique des cartes de séjour, pour la régularisation de tous les sans-papiers, contre les refoulements et expulsions, pour l'abolition de la législation limitant de droit d'organisation et d'activité politique des étrangers en France, sans oublier les réfugiés politiques.

Il ne s'agit nullement ici de revendiquer des idéaux intemporels, démocratiques et humanitaires comme la "liberté", "l'égalité", le "droit", etc.; mais d'unir les rangs prolétariens, notamment en faisant comprendre aux ouvriers autochtones la nécessité, pour les besoins mêmes de la lutte de toute la classe ouvrière, de refuser toute situation de privilège, toute discrimination et toute manoeuvre de division de la part de la bourgeoisie.

La lutte pour la liberté de circulation et l'égalité des droits entre travailleurs nationaux et immigrés n'est nullement contradictoire avec la dénonciation du caractère **illusoire et précaire**, pour les prolétaires, de tout "droit" tant que dure la dictature de la bourgeoisie,

La bourgeoisie n'hésite d'ailleurs jamais à violer, quand cela l'intéresse, sa propre loi, et l'exemple de l'oppression-légale et illégale- qui s'exerce sur les prolétaires immigrés en est d'ailleurs le meilleur exemple. "Qui a la force a le droit". C'est bien pourquoi, contrairement à ce que prétendent les démocrates, aucun "droit", sous le pouvoir du capital, ne donnera jamais aux

prolétaires, immigrés ou non, une prétendue "égalité" avec les exploités bourgeois.

Par contre, le pouvoir prolétarien reconnaîtra l'égalité totale des droits à tous les travailleurs indépendamment de leur nationalité et les **enlèvera aux classes exploiteuses**, précisément parce que, en tant que dictature ouverte du prolétariat, il n'a pas d'autre chemin que sa propre unité internationale **contre** la bourgeoisie et la

mise hors-la-loi de celle-ci, comme voie de passage vers la société sans classes.

Ainsi, non seulement la revendication de la suppression du contrôle et des discriminations envers les travailleurs immigrés répond à un besoin réel de la classe ouvrière, mais elle est liée au programme de son émancipation.

Dans la stratégie unique, internationale, de la révolution prolétarienne, les masses ouvrières immigrées constituent un **trait d'union vivant** entre le prolétariat des pays impérialistes et les masses prolétariennes des pays périphériques. Dans les pays impérialistes, la révolution de classe sera l'oeuvre conjointe des prolétaires nationaux et immigrés. Dans les pays opprimés et de jeune capitalisme, le prolétariat immigré devra apporter non seulement une expérience de lutte, mais aussi une vision internationale des problèmes de sa classe et de son combat contre le capitalisme, acquise précisément là où celui-ci a poussé jusqu'à ses ultimes conséquences les formes et les méthodes du pouvoir bourgeois.

### POUR UN FRONT UNIQUE DE LUTTE A LA BASE

C'est dans cette perspective révolutionnaire que se situe la lutte contre l'oppression particulière frappant les travailleurs immigrés, lutte qui, comme toutes les luttes de défense des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière, doit avoir pour principal résultat, "*l'union grandissante des travailleurs*", et doit en conséquence être menée **sur le terrain et avec les méthodes propres à la classe ouvrière** (grève, solidarité, auto-défense ouvrière...), en repudiant les mensonges et les illusions répandues par les champions de la démocratie et de l'antiracisme humanitaire, qui visent à mettre le prolétariat à la remorque des autres classes.

Cette voie suppose de chercher dès aujourd'hui à rassembler les travailleurs **à la base**, en prenant appui sur les luttes existantes et sur les tentatives, mêmes

embryonnaires, pour créer des organismes de solidarité entre travailleurs français et immigrés. Le patient travail pour chercher à tisser des liens entre groupes de travailleurs combattifs (syndiqués ou non syndiqués, et quelles que soient leurs convictions politiques) et la solidarité active dans la lutte sont la seule voie pour **briser le mur de l'isolement** dont souffrent avant tout les travailleurs immigrés, mais aussi toutes les catégories ouvrières, après les décennies de collaboration de classe des partis et appareils syndicaux réformistes, qui ont rompu systématiquement tous les liens existants entre les travailleurs et qui partout isolent toutes les luttes, qu'ils cherchent à enfermer dans leurs entreprises, leurs catégories, leurs régions, leur nationalité afin de mieux préserver la paix sociale.

Il s'agit d'un travail difficile et de longue haleine, qui vise à préparer le **front de lutte prolétarien** qui devra un jour s'opposer au front uni de la bourgeoisie et de ses laquais. Ceci impose de lutter non seulement contre la bourgeoisie impérialiste et son Etat, mais aussi contre les partis et les directions syndicales social-chauvines, qui se font les **complices actifs** de son oppression en réclamant un contrôle toujours plus strict de l'immigration en relation avec les "besoins de l'économie nationale", c'est-à-dire du capital; contre les différentes **bourgeoisies "nationales"** qui, même lorsqu'elles prétendent dénoncer la politique de l'impérialisme français, collaborant avec lui pour accentuer, dans l'immigration comme "au pays", leur pression sur la classe ouvrière; enfin contre tous les courants prétendument révolutionnaires, "nationaux" ou "immigrés", qui par **sulvisme** envers le réformisme et la démocratie petite-bourgeoise, ne luttent pas réellement contre le contrôle de l'immigration, partent d'un point de vue national et non international, et entravent d'une manière ou d'une autre l'unification des prolétaires et leur passage explicite sur le terrain de la lutte de classe.

# SALUT AUX MINEURS ROUMAINS !

Lorsque les mineurs de la région de Jiu sont descendus en nombre et en force à Bucarest, déterminés à imposer leurs revendications salariales et sociales, tous les bourgeois et petits-bourgeois démocrates, ainsi que tous leurs porte-paroles politiques ou journalistes, se sont lancés contre eux dans un assaut verbal délirant.

Il n'était pas un journal pour accuser les mineurs d'être de vulgaires "casseurs", voulant mettre à bas la fragile démocratie roumaine et ses institutions héritées de la "révolution" de décembre 89. Tous ont stigmatisé dans un écoeurant concert la violence des mineurs, leur manque de respect vis-à-vis des nouvelles lois démocratiques et leur manque de "culture démocratique". "Ils ne peuvent qu'être manipulés" ont déclaré tous les "analystes politiques", accommodant à toutes les sauces, comme dans de la mauvaise série B, la thèse d'un complot et d'une manipulation plus ou moins occultes de forces "rétrogrades" livrant un dernier baroud pour sauver quelques ruines de l'ancien régime du Conducator.

Dès les premiers jours de leur manifestation à Bucarest, les mineurs ont été accusés d'être le cheval de Troie de Iliescu pour renverser Petre Roman, le premier ministre au programme de libéralisation économique trop avancé pour les couches encore conservatrices de Roumanie et représentées par le président roumain. Mais lorsque le premier ministre a donné sa démission, jeudi, ils réclamèrent immédiatement la tête de Iliescu dont ils étaient censés être les agents, selon les dires de leurs détracteurs. Ils le rendaient responsable au même titre que le premier ministre de la situation matérielle catastrophique dans laquelle ils sont plongés.

Après les avoir accusés d'être venus à Bucarest pour le compte de Iliescu, les démocrates les ont accusés d'être manipulés par leur leader syndical régional, Miron Cosma. Mais jeudi (le 26 septembre 91), Miron Cosma a été accueilli par Iliescu pour mener des négociations, il en est revenu épanoui, prétendant devant tous les mineurs que le gouvernement avait cédé sur leurs revendications et que la lutte pouvait cesser. Le lendemain matin il appelait à nouveau les mineurs à rentrer chez eux et à cesser leur mouvement de grève. Mais les grévistes n'ont pas suivi son injonction avec grande unanimité; si certains sont rentrés, c'est dominés par la fatigue et peu convaincus de ces nouvelles promesses. Mais une grande partie d'entre eux sont restés dans la capitale pour poursuivre la lutte et ont dénoncé clairement leur dirigeant syndical pourri comme un "traître" acheté par Iliescu avec des promesses d'avancement social (une place de ministre, disaient-ils).

Les thèses de manipulation tombaient donc les unes après les autres, puisque les marionnettistes accusés de tirer les ficelles étaient maintenant tous cloués au pilori par les grévistes. Petre Roman avait même parlé de

"putsch communiste par la base", en faisant allusion au putsch des conservateurs en URSS.

Ce qui a fait mobiliser les mineurs de la vallée de Jiu, ainsi que tous les autres mineurs de Roumanie, n'a rien à voir avec une quelconque manipulation de personnalités agissant dans l'ombre des châteaux de Dracula, même si certains, comme Miron Cosma, ont toujours tenté de tirer un profit social et matériel personnel des luttes ouvrières. La lutte des mineurs de Jiu n'a pas été isolée comme les médias le laissaient entendre, afin de caractériser leur lutte comme celle d'un "petit" groupe de têtes brûlées se comportant avec un arbitraire hérité du temps de Ceausescu. Ce sont en fait les 200 000 mineurs du pays qui se sont mis en grève en solidarité et en union avec les revendications des mineurs de Jiu, notamment tous ceux organisés au sein de la Fédération des syndicats des mineurs de Roumanie (dont la Ligue des mineurs du bassin du Jiu ne fait pas partie). De cela les médias n'en ont pas trop parlé, pour cacher les objectifs réels de classe des mineurs en lutte.

En lançant son programme de libéralisation forcée de l'économie en 1990, Petre Roman et sa cour de technocrates nouveau style, a provoqué une brutale crise économique, accompagnée d'une hyper-inflation, réduisant les salaires à une peau de chagrin. Entre 1989 et 1990, et dans tous les secteurs, la production a fortement diminué. A titre d'exemple, la production industrielle globale a chuté dans ce court laps de temps de 18,8%. Le volume des investissements a dégringolé de 35%, les importations ont par contre augmenté de 12,6% alors que les exportations perdaient 42,1% de leur importance, déséquilibrant complètement la balance commerciale et affaiblissant la monnaie nationale! Dans le secteur particulier de la production du charbon, la chute est de 37,8%!

Cette situation de crise dramatique a évidemment entraîné une inflation en spirale de 229% d'octobre 1990 à août 1991, pour les denrées alimentaires. Le nombre de chômeurs est passé dans ce même temps de 135 000 à 1500 000, et il ne s'arrêtera pas là. La situation de ces chômeurs est déjà catastrophique et ne fera qu'empirer, l'Etat n'ayant pas les moyens matériels des grands pays industriels pour se payer de puissants amortisseurs sociaux.

Pour les mineurs dont le salaire, en vertu des lois sacrées du libéralisme et pour faire bonne figure devant les institutions bancaires internationales, a été bloqué, les conditions de vie ont empiré, et les conditions de travail et de sécurité dans les puits se sont aggravées faute de rentabilité et d'investissements dans les mines.

Pour eux qui connaissaient déjà de très difficiles conditions de vie, cela signifie la faim en plus. Ce qu'avancent donc les mineurs, et qui est la raison d'être

de leur révolte, ce sont des **revendications de classe**, ce sont des augmentations de salaire, pour qu'ils puissent eux et leurs familles manger à leur faim et se vêtir autrement qu'avec des haillons dix fois recousus, et de meilleures conditions de travail pour que la descente à la mine cesse d'être une loterie à la mort.

Voilà donc ce qui les "manipule": **leurs conditions de classe, la poussée objective à la lutte pour assurer leur survie**. Voilà ce que les bourgeois démocrates ne veulent pas révéler, préférant délirer dans des explications sur les manoeuvres, les téléguidages, les manipulations.

Ce qui les inquiète au travers de cette lutte magnifique des mineurs roumains, c'est le peu de respect que ceux-ci ont montré envers les institutions démocratiques parlementaires, en investissant par la force le siège du gouvernement, en obligeant le premier ministre à démissionner et en réclamant ensuite la démission de son président. C'est un exemple qui pourrait être suivi dans d'autres pays "ex-socialistes" où la classe ouvrière a été bercée de promesses, après la chute des anciens dirigeants "communistes", mais où la démocratie n'a pu offrir que baisses des salaires, licenciements et dégradations des assurances sociales, alors que d'autres couches sociales commencent à étaler leurs richesses.

Ce qui peut les inquiéter encore, c'est la solidarité des autres travailleurs de Bucarest qui se sont mêlés en grand nombre aux manifestations des mineurs, c'est aussi la difficulté d'opposer aux grévistes l'armée dont les soldats fraternisaient avec les ouvriers (fraternisation tant montrée en exemple en 89, mais aujourd'hui détestée!).

Face à la mobilisation des mineurs et à leur détermination, l'Etat a utilisé les grands moyens, ceux des armes. Les unités anti-émeutes et les forces spéciales, composées d'ailleurs des mêmes individus que du temps de Ceausescu, ont reçu des munitions réelles et en ont fait usage contre les grévistes.

La lutte des mineurs de Roumanie a été dénigrée et combattue par la bourgeoisie avec autant de force parce qu'elle matérialisait le danger représenté par la lutte des prolétaires lorsqu'elle ne cède pas aux sirènes démocratiques et par l'explosion plus généralisée qu'elle peut entraîner dans l'arc des pays de l'Est où la crise fait réapparaître le spectre de la lutte de classe. Une lutte de classe qui ne serait plus dirigée contre de soi-disants régimes "socialistes" dictatoriaux, mais contre des Etats démocratiques soi-disants garants de la justice et de l'égalité sociale.

Pour nous, communistes, cette lutte est par contre un espoir que les prolétaires de l'Est reprennent le chemin de la lutte de classe en échappant aux pièges et mensonges de la démocratie.